LE PEUPLE BRETON

POBL VREIZH/LE PEUBLE BRETON

N° 509 / 3,50 €

AUJOURD'HUI, ÊTRE LIBRE, C'EST ÊTRE BIEN INFORMÉ

JUIN 2006



CULTURE ET POLITIQUE

Une alliance nécessaire



B 92009 - 509 - F: 3,50 €
3 789200 903508 05090

17 JUIN FORUM SOCIAL DE L'UDB À VANNES

L'invité du « Peuple breton »

Le Pen en 2007 : bis repetita ?

Cela fait déjà un petit moment que le landerneau politique s'agite autour du prochain scrutin présidentiel. Où l'on constate que le raccourcissement du mandat augmente le risque d'être en campagne permanente, sans compter les supputations sur une durée écourtée. À ce jeu, le natif de La Trinité-sur-Mer n'attend jamais très longtemps pour se mettre en lice afin de bénéficier du statut de candidat officiellement déclaré (accès aux médias).

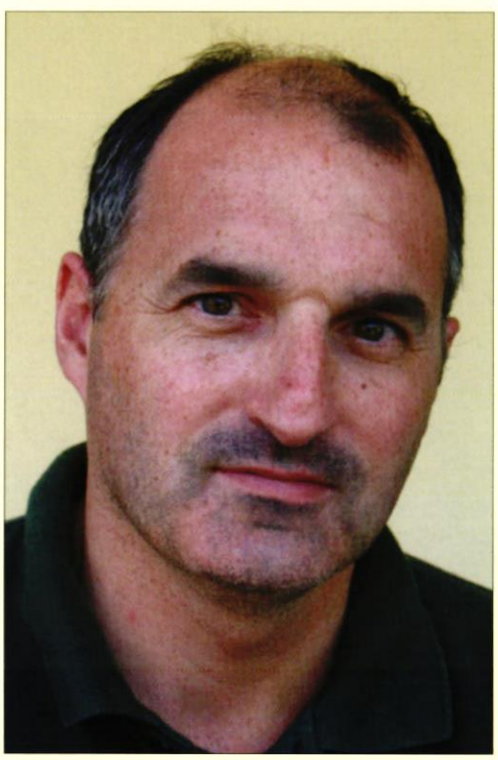
En outre, son mode de fonctionnement est charismatique : il joue à l'envi sur son parcours biographique afin de laisser penser qu'il est l'homme providentiel qui va sauver la France éternelle de la décadence. Il dispose également d'un ego surdimensionné issu d'une ascension sociale (fils de patron pêcheur devenu millionnaire) et d'un départ tonitruant dans la carrière politique (député et chef de groupe parlementaire à 27 ans, en 1956).

En résumé, l'élection présidentielle est celle qui lui correspond le mieux. On sait que ce fils unique a été chargé par son père, décédé en juin 1942, de venger son échec quand il était venu travailler à Paris dans l'hôtellerie de luxe avant de repartir vers La Trinité. Jean-Marie Le Pen n'est évidemment pas le seul à croire en une possible destinée présidentielle, d'où l'actuelle course à l'échalote.

Cependant, cette focalisation et cet emballement ne sont pas totalement rationnels. Sous la V[e] République, c'est l'Assemblée nationale qui oriente la composition du gouvernement. À la limite, un Premier ministre pourrait priver le président de la République de presque toutes ses prérogatives monarchiques. Or c'est le résultat des élections législatives qui influe sur les orientations gouvernementales. Dans les périodes de cohabitation, c'est surtout l'ambition de Premiers ministres briguant le poste qui a empêché un désaisissement de l'Élysée.

J.-M. Le Pen va donc s'efforcer d'être candidat, mais le Front national (FN) ne dispose pas d'assez d'élus locaux pour obtenir les cinq cents signatures. Il compte sur des élus « divers » (droite ou gauche) en service commandé pour des candidats qui verraient leur intérêt dans la présence du leader du FN. En 2002, il était apparu affaibli par la scission mégrétiste, donc inoffensif ; cette fois-ci, il va sans doute apparaître vieilli. Le « 21 avril » est un traumatisme, mais aussi une incroyable opportunité : c'est en effet l'assurance de gagner au second tour grâce à une vertueuse mobilisation « républicaine ».

Dans l'hypothèse où il puisse être candidat, on peut s'attendre que son score se maintienne à un niveau élevé dans les cinq départements bretons comme ailleurs*. La faible intensité de



D.R.

sa campagne et la faiblesse des effectifs du FN ne fourniront pas des indices probants de son futur score au premier tour. Les instituts de sondage ne seront pas plus crédibles qu'en 2002 : ce sont toujours des firmes de droit privé commercial qui travaillent dans la précipitation et la superficialité. Les raisons pour lesquelles des citoyens ont opté en sa faveur sont toujours là, même si ce ne sont pas celles auxquelles on songe spontanément.

Les sondages marchands se basent sur le postulat rarement contesté que les électeurs votent en fonction de considérations politiques (idéologie, valeurs, programme). Ils vont, par exemple, tenter de savoir combien de Français se sentent proches des idées professées par le FN, à travers l'administration au téléphone de questionnaires sans questions ouvertes. Et ils vont finir par interroger assez de personnes pour obtenir un « échantillon représentatif », mais ces réponses ne seront pas fiables.

Quand on rencontre vraiment des électeurs, on s'aperçoit que c'est dans leurs parcours biographique et situation sociale que l'on trouve les clés de l'énigme. Les échanges ressemblent alors au recueil de récits de vie. Les rapports à ce vote se révèlent souvent peu politisés. Certains électeurs usent même du bulletin Le Pen pour transmettre un message à leurs proches, à l'instar de cette épouse qui révèle son vote à son mari pour lui signifier que leur couple part à vau-l'eau ou de cette étudiante d'origine maghrébine qui lance un avertissement à ses frères. Ce ne sont donc pas les surenchères sur les maux supposés de l'immigration qu'opèrent les ministres de l'Intérieur successifs depuis 1983 qui vont les décourager, puisque ce n'est pas pour cette raison que la plupart votent Le Pen…

Durant l'entre-deux-tours 2002, journalistes, politologues et politiciens ont fait semblant de s'intéresser à eux, alors qu'ils ne se penchent habituellement que sur les militants les plus excités. Le paradoxe, c'est qu'ils les ont stigmatisés et infantilisés au nom de la lutte contre l'« extrême droite » après s'être trompés dans leurs prédictions. L'expression « extrême droite », qui se fonde sur une distinction entre extrémistes et modérés, ne va cependant pas de soi, tellement est floue la frontière entre les partis de droite. Mais, une fois la menace conjurée, les routines ont repris à l'identique, malgré le fiasco retentissant des pythies. Jusqu'à la prochaine déconvenue ?

Jacques Le Bohec
Professeur à l'université Lyon 2
Auteur de *Sociologie du phénomène Le Pen*
(Éditions La Découverte)

** Rappel du premier tour 2002 : J.-M. Le Pen obtient 16,8 % en moyenne française et 11,7 % en Bretagne.*

Souscription permanente

Cette souscription connaît un léger tassement ce mois-ci, assez normal après le record du mois dernier et parce que le pont de l'Ascension nous oblige à clore notre liste plus tôt. Mais nous sommes persuadés que votre générosité ne faiblira pas et que vous voudrez, à votre manière, saluer le « nouveau PB ».

Simone Alves, Plougras, 5 € ; Maxime Bédard, Gonesse, 15 € ; Jean-Yves Bianvet, Saint-Grégoire, 5 € ; Annick Bouthouiller, Plestin-les-Grèves, 5 € ; Luc Brossier, La Chapelle-sur-Erdre, 5 € ; Joël Capitaine, Rennes, 10 € ; Alain Cloître, Ploudiry, 15 € ; Ronan Divard, Loperhet, 10 € ; Jakez Dugué, Arradon, 5 € ; Yannick Gaudin, La Valette-du-Var, 5 € ; Jakez Gicquel, Lannion, 15 € ; Pierre-Yves Gouezec, Plouezec, 5 € ; Gwendal Guihard, Argenteuil, 5 € ; Armand Joncquemat, Saint-Malo, 5 € ; Hyacinthe Le Bitoux, Penvenan, 5 € ; Jean-Marie Le Monier, Monflanquin, 15 € ; Alain Le Morvan, Montvilliers, 5 € ; Loïc Le Moy, Loudéac, 15 € ; Patrick Le Pennec, Hengoat 5 € ; Michel Lechartier, Plérin, 15 € ; Raymond Pincemin, Lannion, 5 € ; Joël Querrien, Iffendic, 5 € ; Pascal Rannou, Ernée, 5 € ; Jean Raynaudon, Nantes, 5 € ; Stéphane Rivalland, Montréal / Canada, 20 € ; Denis Salaun, Saint-Hilaire-du-Harcouët, 5 € ; Philippe Simon, Trégeux, 5 € ; Thierry Stiefvater, Pordic, 5 €.

Total mois : 225 €.

Total de l'année 2006 : 1 755,50 €.

Sommaire

Ici même, le mois dernier, je vous donnais rendez-vous pour découvrir un « nouveau PB ». Le voici arrivé. Entendons-nous, ce n'est pas à proprement parler un nouveau journal — nous savons que la formule habituelle est suffisamment appréciée pour ne pas nous livrer inconsidérément au changement pour le changement —, mais plutôt « un nouveau look », comme on dit en français d'aujourd'hui. D'abord, nous changeons d'imprimeur et, après de longues années « costarmoricaines », nous revenons vers le Finistère, où le PB a déjà été imprimé jadis, à Brest et à Quimper. Désormais, c'est à Saint-Thonan que nous serons fabriqués. Notre nouvel imprimeur est un « imprimeur vert » (nous vous parlerons de cette caractéristique prochainement) et nous sortons maintenant sur un papier recyclé. Mais comme c'est un papier « offset » et que nous ne serons plus imprimés en rotative, nous pensons que la qualité du rendu de vos images n'en souffrira pas. Notre format s'agrandit aussi légèrement et permettra sans doute de meilleures mises en page. Nous allons aussi essayer par une recherche typographique de vous donner davantage de texte, tout en conservant une bonne lisibilité. Enfin, comme nous l'avons commencé il y a plusieurs mois, nous continuerons à introduire dans notre maquette les nouveautés qui vont donneront plus de plaisir à ouvrir votre PB. Ne manquez pas, si vous le souhaitez, de nous dire ce que vous pensez du changement. Bonne lecture à tous.



Ronan Leprohon

4. Courrier des lecteurs

6. Iffig

14. Le dessin de Nono

16. Leurre de vérité

17. Diskenn war an dachenn !

18. An danvezioù diaoz



19. Levrioù brezhonek

20. Ar Skorv

21. La Bretagne sur Internet

28. Spectacle

29. Cinéma

32. Mots croisés

33. PB Services

34. La page du PB.
Le jeu du mois

Éditorial

5.



Paul Mingant
Descendre sur le terrain

7. La Bretagne de Brest à Nantes

8-9. La dévolution linguistique au pays de Galles



10-11. Culture et politique



12-13. Grève de Yannig Baron

15. Forum social UDB à Vannes

International

22-23. L'anniversaire de l'ALE



Un jour avec...



24-25. Yannick Vallée

Livres

28. Le livre du mois : *Le Trégor*

29. Autres ouvrages

CD-DVD

30. Musique de Celtie

31. Selaouit

32. DVD : Bagad

Le crédit-photo de couverture :
Photo Charles Delplanque (Lychar)

Notre magazine sort désormais le 1er jour ouvrable du mois.

Peuple breton — Rédaction : BP 1 — 29850 GOUESNOU

Votre courrier

Pas de faux arguments !

Dans votre lutte légitime contre le découpage régional actuel qui exclut le département de la Loire-Atlantique de la Bretagne, attention de ne pas utiliser de faux arguments historiques. C'est bien le régime de Vichy qui, le 30 juin 1940, a détaché le département de la Loire-Inférieure (comme il s'appelait alors) du reste de la Bretagne, mais ce n'est pas lui qui a créé les « Pays-de-la-Loire ».

Le découpage de Vichy avait créé une « région de Rennes » avec quatre départements bretons, et une « région d'Angers » comprenant la Loire-Inférieure, le Maine-et-Loire, la Mayenne, la Sarthe et l'Indre-et-Loire. Quant à la Vendée (historiquement le Bas-Poitou), elle était intégrée dans une « région de Poitiers ». Ce découpage a été supprimé après la Libération, et, lorsqu'en juillet 1950 naquit le CELIB (Comité d'entente et de liaison des intérêts bretons), la Loire-Inférieure était bien représentée dans cette organisation.

Ce n'est qu'au milieu des années cinquante qu'un technocrate au commissariat général au Plan, Jean Vergeot, conçut administrativement les actuels « Pays-de-la-Loire », sans aucune consultation des élus, ni de la population ! Il est donc faux de dire, comme le fait le communiqué de l'UDB 44, que la division administrative de la Bretagne opérée le 30 juin 1941 « a été reconduite » telle quelle aujourd'hui. C'est bien la IV[e] République, et non Vichy, qui est bel et bien responsable du découpage actuel et qui a créé en 1955 cette « région de programme » des « Pays-de-la-Loire ». Vichy est principalement coupable d'avoir montré le mauvais exemple en détachant, le premier, la Loire-Inférieure de l'ensemble breton.

Ajoutons que le terme « ligérien » est employé depuis longtemps pour désigner de cette façon les habitants... du département de la Loire ! Lors des rencontres de football entre Saint-Étienne et Nantes, quelle est l'équipe ligérienne et quelle est l'équipe bretonne ?...

Jean Guiffan,
Nantes (44)

Supprimer les départements ?

J'ai lu (appris) que Régions et Peuples solidaires demandait officiellement la suppression des départements en France. En tant qu'Alsacien, j'approuverais sans réserve ce programme. Nous voulons l'abolition des deux départements qui divisent l'Alsace pour l'affaiblir. Si j'étais corse, breton ou même occitan, il est probable que j'approuverais cette idée.

En revanche, je crois savoir que nos amis basques militent pour la création d'un département basque. Quant à nos amis catalans, ils sont, je crois, attachés à leur département, qui couvre leur territoire, et n'auraient pas envie d'être phagocytés dans une région « septimaniaque », car si on supprime le département 66, c'est ce qui va se passer, non ?

Même remarque pour nos amis savoisiens : supprimer, en l'état, leurs deux départements reviendrait à les fondre dans Rhône-Alpes. (En revanche, fusionner leurs deux départements pour n'en faire qu'un : là, oui !) Et que dire de la Loire-Atlantique : si on la supprime tout de suite, elle est fondue dans les Pays-de-la-Loire (...) En bref : supprimer des départements là où il y a des régions historiques : cent fois oui. Le faire ailleurs : il faut y regarder à trois fois. Et si on veut le faire partout, veillons d'abord à reconfigurer les régions comme elles devraient l'être. Ne mettons pas la charrue...

F. W.,
Cazouls-lès-Béziers (34)

La « marianolâtrie »

En France, si le blasphème est possible au nom de la liberté d'expression, il y a toutefois une exception de taille : la religion républicaine française. (...) Voici d'ailleurs ce qu'il vous en coûterait, si d'aventure vous veniez à lui manquer de respect, en maltraitant par exemple ses objets de culte ou ses hymnes sacrés. Le fait, au cours d'une manifestation organisée ou réglementée par les autorités publiques, d'outrager publiquement l'hymne national ou le drapeau tricolore est puni de 7 500 € d'amende. Lorsqu'il est commis en réunion, cet outrage est puni de six mois d'emprisonnement et de 7 500 € d'amende. (Loi du 18/3/2003.)

(...) Il suffit d'ailleurs d'écouter nos « ayatollahs » de la République, les gardiens du dogme de la pureté doctrinale et autres Grands Inquisiteurs, pour se rendre compte que la « marianolâtrie » républicaine s'est désormais substituée à la « mariolâtrie » tant reprochée aux catholiques. Le buste de l'immaculée Marianne a droit à sa niche dévotionnelle dans tous les temples de la République (mairies) [tandis que le culte comporte des] commandements comme : « La République est Une et Indivisible ». Sinon quoi, la guillotine ?

(...) Et pour terminer, une sourate de l'évangéliste républicain Jules Michelet, professeur conteur d'histoires tricolores : « Le jour où, se souvenant qu'elle fut et doit être le salut du genre humain, la France s'entourera de ses enfants et leur enseignera la France comme foi et comme religion, elle se retrouvera vivante, et solide comme le globe. » Amen.

Alain Steinmetz,
Mulhouse (68)

L'article consacré au deuxième numéro de la revue *Bretagne(s)*, que nous annoncions ici le mois dernier, est reporté, faute de place, à un prochain numéro.

Il faut donner à la Bretagne les pouvoirs et les moyens de prendre en main l'avenir du breton

La langue bretonne est en danger, sa pratique sociale régresse par manque de reconnaissance dans la vie publique, le nombre de personnes parlant breton ne cesse de diminuer et les 10 000 élèves scolarisés dans les différentes filières bilingues, à peine 2 % des effectifs scolaires, sont largement insuffisants pour assurer son avenir.

Alors que de multiples enquêtes d'opinion ont montré que 90 % des Bretons sont attachés à leur identité et favorables à l'enseignement des langues régionales, la France, pays autoproclamé des droits de l'homme, refuse toujours de mettre les moyens nécessaires à la sauvegarde de notre diversité culturelle. Pire encore, les structures de l'État multiplient les barrages, francs ou sournois, à l'usage des langues régionales.

Comme en Catalogne où au pays de Galles, auquel la Région Bretagne est liée par un accord de coopération, la survie de notre diversité linguistique passe par la mise en œuvre d'un véritable plan de développement de l'enseignement et de promotion du bilinguisme dans la vie publique. En Catalogne et au pays de Galles, la réussite d'un tel programme a été permise par l'obtention de compétences claires et de moyens au niveau de l'institution régionale. Pour l'Union démocratique bretonne, il y a donc urgence à ce que la Région obtienne au titre du droit à l'expérimentation, droit inscrit dans la Constitution française, les compétences en matière d'enseignement des langues régionales et de politique linguistique.

Union démocratique bretonne



Photo D.R.

Descendre sur le terrain !*

La manifestation du 3 juin est primordiale, mais comment réaliser la volonté témoignée par les manifestants ? La demande de dévolution des compétences linguistiques à la Région est éminemment politique. Il est certes légitime que cette demande émane des associations culturelles bretonnes, puisque ce sont elles qui, bravant l'adversité, impulsent avec ténacité le développement de la langue bretonne. Cependant, ce n'est pas parce que des personnalités politiques locales se sentent sensibilisées, jusqu'à l'enthousiasme même, que la partie est gagnée, loin de là ! À question politique, réponse politique. Une telle demande doit être soutenue au quotidien par une intense lutte politique, souvent épuisante et décevante, et cela n'est pas la tâche des associations culturelles.

Que l'on s'en accommode ou non, la loi du monde politique est le rapport de forces, et l'on ne peut guère imaginer mettre en œuvre des projets en l'ignorant. En jetant les bases de l'État normatif, Machiavel avait, en son temps, défini quelques règles de ce jeu de confrontation, loin du fair-play du rugby, hélas : comment prendre et garder le pouvoir, au nom d'un bien public supérieur défini par le « prince » ? Et nos politiques, souvent adorateurs dociles du moule républicain, continuent de nier aux collectivités et aux peuples leurs capacités à s'« auto-administrer » et à développer leurs identités, leurs volontés propres, leurs langues.

« Il te faut jouer en finesse, comme le renard, si tu ne peux être le lion. » L'avenir de la langue bretonne requiert d'être pragmatique. Définir un but en rapport avec les moyens à notre disposition, forger de nouveaux outils pour élargir le but. Mais, c'est évident, ces outils de développement seront fonction de l'argent public qui leur sera consacré. C'est-à-dire du rapport de forces entre mouvement politique breton et partis hexagonaux.

La première préoccupation des Bretons est loin d'être l'avenir de la langue bretonne, ce n'est là qu'un vague souhait sans engagement. Il nous faut donc nous adapter à cette « bretonnité » à marée basse et renoncer aux fantasmes. Nous devons relier cette revendication de dévolution au besoin des Bretons de mieux maîtriser leurs moyens d'existence, leur environnement, leur économie, leur vie, en fin de compte. Tout ce qui permettra de comprendre que ces progrès sont fonction de la capacité de se prendre en charge là où l'on vit. Et de s'ouvrir à une pratique alternative de la démocratie, fondée sur la subsidiarité et le contrat fédératif.

La langue n'assurera donc pas son avenir sans progrès de l'autonomie bretonne. Et il n'y aura pas d'autonomie avec des partis politiques autonomistes aussi faibles qu'aujourd'hui, inefficients par manque d'adhérents. L'électorat populaire attend d'abord une réponse tangible à la question essentielle : que m'apportera cette personne ou ce parti pour assurer mon avenir et celui de mes enfants ? N'attendons pas de l'État ou des capitalistes ce que nous pouvons bien mieux faire nous-mêmes, répond l'UDB, s'efforçant par là de rester fidèle au peuple tel qu'il vit.

Alors ? Volontaire pour descendre sur ce rude terrain et s'activer ferme, et sans états d'âme, quand bien même on risque la glissade fangeuse ? Ou bien se draper d'indifférence, rester à parloter sur le banc de touche, ou se gargariser d'invectives contre ceux qui osent se « salir » ? Inutile de se raconter des craques : il nous faut être unis et nombreux sur le terrain politique tel qu'il est. Alors adhérez et apportez votre énergie et vos idées ! La Bretagne vous en remerciera.

Paol Mingant
membre du bureau politique
de l'UDB

** Cet article a été écrit d'après sa version bretonne qu'on lira en page 17.*



Iffig

– qui ne recule devant rien pour vous informer, a vu sur le site nationaliste de la *Revue républicaine* un article sur « le rattachement de Nantes », qui se conclut tout uniment par l'affirmation que ce projet « et les autres de même acabit » constituent une menace pour la République (ce n'est pas nouveau !), mais aussi **pour les carrières** des « Républicains » : ce n'est pas nouveau non plus, mais ça fait tout drôle de le voir écrit comme ça, sans précaution, comme une évidence. À méditer : à quoi sert le jacobinisme ?

❍

– toujours dans ses lectures malsaines, a vu qu'un récent bulletin du FN des Côtes-d'Armor, ayant constaté que le programme de Villiers « n'était qu'une pâle copie » de celui de Le Pen, posait la question : « En cas de gros temps, ne vaut-il mieux pas avoir affaire à un menhir plutôt qu'à un "flotteur", fût-il de droite ? » Iffig se dit qu'en matière nautique, un menhir n'est pas ce qui se fait de mieux pour tenir la mer !

❍

– a assisté, au nom du *PB*, à la présentation officielle du programme 2006 des Vieilles Charrues, et il s'est retrouvé assis à côté d'un journaliste d'une radio privée du sud Finistère.

Lequel lui demande quel média il représente. Réponse : *Le Peuple breton*. Question : « *Le Peuple breton*, c'est aussi le nom d'un beurre ? »

Un temps, puis illumination : « Non, le beurre c'est le Paysan breton. » Iffig n'en revient toujours pas de la culture de ceux à qui on confie un micro, chez nous !

Non à la casse des services publics !

VSP Vivent les Services Publics
Collectif Bretagne

Carhaix - 10 juin

Début mai, des représentants de collectifs de défense des services publics, venant de quatre des cinq départements bretons, se sont réunis au Faouët. Ils ont décidé de préparer ensemble la journée nationale d'action pour les services publics prévue le 10 juin et ont annoncé leur constitution en collectif régional : le collectif Bretagne « Vivent les Services Publics ». Cette journée nationale d'actions décentralisées est initiée par la Fédération nationale des collectifs de défense et de développement des services publics qui a pris le nom de « Convergences » à Lorient en janvier dernier.

Ces collectifs constatent que le gouvernement poursuit sa politique de destruction du lien social que constituent les services publics, en milieu rural comme en milieu urbain. Il en est ainsi avec la récente annonce de fermeture ou de menaces de fermeture de blocs opératoires dans une dizaine d'hôpitaux de proximité en Bretagne. Chaque jour voit son lot de fermetures de bureaux de poste, de classes scolaires, de perceptions, de services de santé, de l'Équipement, d'EDF-GDF, etc. Il doit être mis fin à cette politique régressive, contraire aux intérêts de la population.

Les logiques marchandes qui président à ces décisions n'ont rien à voir avec la nature même de ces services publics, garants d'égalité de traitement et de solidarité, issus des luttes sociales et de la Libération. D'ores et déjà, de nombreuses organisations syndicales et politiques, dont l'Union démocratique bretonne, ont annoncé leur soutien et leur engagement pour que la journée du 10 juin soit une réussite.

●

Pour l'UDB, trois grandes priorités doivent être affirmées :

– le maintien de services publics de qualité et de proximité est indispensable à l'aménagement équilibré des territoires ;

– les services publics doivent garantir, sur l'ensemble du territoire, un accès équitable aux droits fondamentaux pour tous les citoyens, en ville comme en milieu rural ;

– la gestion des services publics doit impérativement être placée sous la responsabilité des élus qui rendent compte aux citoyens.

Pour l'UDB il est temps de stopper les privatisations à tout va, qui ne servent que les intérêts de financiers peu scrupuleux du service rendu aux citoyens. Il faut rappeler avec force qu'aucune réglementation européenne n'oblige le gouvernement à privatiser et qu'aucune privatisation de service public n'a entraîné une amélioration de la qualité du service, ni des baisses de tarifs pour le plus grand nombre.

L'UDB appelle, le 10 juin, à dire non aux désengagements du gouvernement Villepin-Sarkozy qui, sous couvert d'une décentralisation faussée et tronquée, organise le déménagement des territoires et transfère le coût de certains services sur les collectivités locales sans leur donner les moyens financiers de les assurer.

REGIONS ET PEUPLES SOLIDAIRES

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ et CONGRÈS DE R&Ps

Du 27 au 30 août 2006 à Mulhouse

La 11e université d'été de Régions et Peuples solidaires (R&Ps) se tiendra du 27 août en fin d'après-midi au 31 août 2006 en Alsace, à Mulhouse, à l'invitation de l'UPA (Union du Peuple alsacien). Cette université abordera trois thèmes:

1- L'intégration des minorités nationales en France.

2- Le traitement des langues régionales par la législation européenne.

3- La spécificité du droit local alsacien « Entre centralisme français et fédéralisme allemand : les spécificités de la Région Alsace. »

Elle inclura un débat de l'ALE sur le thème des minorités nationales dans les pays de l'Est et une intervention de l'ALE Jeunes sur « les jeunes autonomistes et l'Europe ».

Elle proposera une excursion à Fribourg, en Allemagne, ville en pointe pour le développement durable et une soirée festive alsacienne.

Elle se terminera par le congrès de R&Ps.

Comme des réservations sont à faire pour l'hébergement, contacter rapidement Philippe Sour : contac@r-p-s.info

LA BRETAGNE DE BREST À NANTES

CÔTES-D'ARMOR

Contre l'immigration à la Sarkozy

200 personnes environ ont manifesté samedi 13 mai devant les grilles de la préfecture, à Saint-Brieuc, contre le projet de loi Sarkozy sur « l'immigration choisie » ; ce texte qui amènera chacun à avoir son bon Noir, son bon arabe, utile économiquement à la France et l'autre, le fainéant qui ne pense qu'à faire venir sa smala dans notre beau pays pour manger le pain des Français... Plusieurs organisations et partis de gauche (dont l'UDB) avaient répondu à l'appel lancé par le Collectif contre le racisme pour demander le retrait de ce texte dénoncé aussi par la Ligue des droits de l'homme, les Églises et de nombreuses associations.



Photo *Le Peuple breton*.

ILLE-ET-VILAINE

Les Bretons recherchent l'appui européen

Le conseil régional et le Conseil culturel de Bretagne étaient représentés (Jean-Pierre Thomin et Patrick Malrieu au centre de notre photo) le 18 mai à Strasbourg à une rencontre avec des parlementaires européens de l'« Intergroupe minorités nationales traditionnelles, régions constitutionnelles et langues régionales ».



D.R.

La délégation a constaté « avec incompréhension », comme l'a déclaré le président de l'Intergroupe M. Csaba Tabadji, en se référant aux nouvelles adhésions et en particulier à la Roumanie, « que la France ne pourrait pas aujourd'hui être admise dans l'Union européenne, faute d'avoir ratifié les conventions protégeant la diversité culturelle et linguistique, auxquelles ces nouveaux entrants sont obligés de souscrire » !

FINISTÈRE

Déconstruction ?

Un collectif a manifesté à Brest lors du retour du *Clemenceau* : ce collectif est composé de toutes les formations de gauche (y compris l'UDB). L'association Mor Glaz était aussi présente. Ce collectif demande que le *Clemenceau* soit déconstruit à Brest, port qui l'a vu naître, et qu'il soit le premier navire déconstruit d'une longue série, car la technique de la déconstruction des navires est devenue une nécessité si l'on veut sauvegarder le patrimoine maritime. Comme il y a eu un après- *Erika*, il y aura un après- *Clemenceau*, pour réglementer la déconstruction des vieux navires. Brest peut jouer un rôle de premier plan dans cette nouvelle activité industrielle.



Photo Jean-Paul Hellequin.

LOIRE-ATLANTIQUE

United Biscuits attaque !

Tout le monde connaît les « chocos BN », produits par la Biscuiterie Nantaise à Vertou, au sud-est de Nantes. L'établissement est devenu, voici quelques années, la propriété de la britannique United Biscuits, qui se livre aujourd'hui à une attaque en règle contre les conditions d'emploi des 480 salariés. Ce patron s'en prend notamment aux accords sur le temps de travail (14 jours de congé en moins) et au régime des heures de nuit (majoration ramenée de 40 % à 25 %). Et, comme il n'ignore rien des combats syndicaux à l'origine des « avantages » dont bénéficient les « BN », il commence par dénoncer l'accord sur les heures de délégation syndicale ! Lancée le 9 mai, une grève quotidienne de protestation d'une demi-heure est suivie par près de 90 % des salariés.



Photo Michel François.

MORBIHAN

Une nouvelle section de l'UDB

Sous la responsabilité de Herri ar Borgn (notre photo) une nouvelle section de l'UDB vient d'être créée, qui regroupe Plouay, Guéméné-sur-Scorff et Cléguérec. Les dernières élections législatives, avec la candidature de Michel Hado, secondé par Armel Sceillour, furent l'occasion de premiers contacts.

Une première réunion s'est tenue, fin 2005, et trois autres, cette année. Sociologiquement, cette section comprend trois agriculteurs, quatre personnes du secteur santé, deux enseignants-éducateurs, quatre retraités et un artisan. Ajoutons que cinq sont syndiqués (3 CFDT, 2 Confédération paysanne, 1 CGT) et que la section compte trois conseillers municipaux. De quoi faire du bon travail entre Scorff et Blavet.



Photo Daniel Tanguy.

Politique linguistique :

Dans le numéro de mai du *Peuple breton*, Christian Guyonvarc'h donnait des éléments pour éclairer ce que l'on entend par dévolution au pays de Galles et en Écosse. Alors qu'un large appel est lancé pour un transfert de compétences et de moyens à la Bretagne, il est intéressant de voir plus en détail sur quelles bases a été construite la politique linguistique du gouvernement de l'Assemblée galloise et quels en ont été les résultats.

Il convient d'abord de se garder de toute comparaison hâtive entre la Bretagne et le pays de Galles. Les réalités politiques et linguistiques sont bien différentes. Pour autant, on peut tout de même mettre des constantes en évidence dans tous les pays d'Europe de l'Ouest qui sont en passe d'assurer un avenir à leur langue. Il est donc possible d'imaginer des transferts de savoir-faire entre les deux pays celtiques.

À la mise en place de la dévolution, le gouvernement de l'Assemblée ne partait pas de rien. Les Gallois n'ont tout d'abord jamais cessé de considérer leur langue en tant que langue nationale. Le gouvernement gallois réaffirme donc que la langue galloise fait partie intégrante de l'identité nationale galloise. Sous la pression populaire, les gouvernements britanniques des quarante dernières années ont dû faire des concessions. On peut citer les deux lois sur la langue galloise de 1967 et 1993, le lancement de la chaîne de télévision en gallois S4C en 1982, la création de l'Office de la langue galloise en 1988. Tout cela a notablement contribué à améliorer le statut de la langue dans la vie publique et à renforcer la conscience linguistique des Gallois. Les dernières décennies du 20e siècle ont vu un très net ralentissement de la baisse du nombre de locuteurs qui a conduit à une stabilisation annonciatrice d'une reconquête.

Chaque mois depuis 1969

armor

présente et commente

LA VIE BRETONNE

B.P. 90206
22402 LAMBALLE CEDEX

Iaith Pawb : la langue de tous, la langue de chacun

Dès sa mise en place, le gouvernement de l'Assemblée galloise s'était fixé deux objectifs :

– à l'horizon 2003-2004, réussir à stabiliser la proportion de locuteurs de gallois et continuer la progression dans les classes d'âge les plus jeunes ;

– à l'horizon 2010, réussir à accroître le nombre de locuteurs de gallois, tout particulièrement chez les plus jeunes.

En 2002, le gouvernement, dans son document *Dyfodol Dwyieithog* (Un futur bilingue), marquait clairement le nouvel objectif : un pays de Galles réellement bilingue, ce qui signifie un pays où les gens peuvent choisir de vivre soit dans l'une ou l'autre des langues, soit dans les deux langues, et un pays où la présence des deux langues est source de fierté et de force pour tous.

Sur cette base, le gouvernement de l'Assemblée galloise a bâti un Plan national d'action pour un pays de Galles bilingue, *Iaith Pawb*. Ce plan, s'il peut se construire sur les gains de la fin du 20e siècle, ne cache pas les sujets d'inquiétude. Toutes les enquêtes sociolinguistiques montrent une constante régression du nombre de communautés où plus de 70 % de la population parlent gallois. On constate également un déclin préoccupant dans la classe d'âge 25-44 ans. Or, c'est précisément cette classe d'âge qui est la plus dynamique dans la société et celle qui élève les jeunes enfants. La transmission familiale peut être mise en péril. Le gouvernement gallois l'affirme, une langue confinée au monde de l'éducation n'est pas une langue vivante.

Le plan *Iaith Pawb* se propose donc de répondre aux enjeux de la langue galloise et est construit sur trois axes principaux :

– un cadre de travail pour une politique nationale, dans lequel le gouvernement de l'Assemblée fixe les objectifs et joue un rôle de premier plan pour soutenir et encourager le développement de la langue galloise ;

– langue et communauté, axe qui s'attache à promouvoir des communautés dynamiques économiquement et socialement à travers tout le pays de Galles, condition essentielle pour le développement de la langue galloise ;

– langue et droits des individus : le gouvernement gallois affirme sa volonté de continuer à encourager chaque Gallois à apprendre la langue nationale et à faciliter son usage dans tous les aspects de la vie au pays de Galles.

Bien sûr, cette stratégie, comme cela serait le cas en Bretagne, ne peut pas ignorer les réalités différentes qui existent selon les secteurs géographiques ou d'activité. La vue d'ensemble reste nationale, mais elle doit être suffisamment flexible pour reconnaître et prendre réellement en compte ces différences.

L'objectif du cadre de travail pour une politique nationale est ambitieux : « Nous ne voyons aucune raison de nous fixer des objectifs modestes. Nous ne sommes plus concernés par la simple stabilisation du nombre et du pourcentage des locuteurs de gallois. Nous voulons voir un accroissement continu du nombre et du pourcentage de personnes capables de parler gallois. » Bien entendu, pour atteindre un tel objectif il est bien précisé que tous les ministres de l'Assemblée galloise doivent se sentir pleinement investis dans l'avenir du gallois et faire en sorte de donner toute sa place à la langue nationale dans leurs domaines respectifs. À chaque grande décision, la question des implications sur l'avenir de la langue doit être posée.

Une grande partie des actions préconisées dans le plan d'action sont réalisées par des organismes publics financés par l'Assemblée galloise, comme par exemple l'Agence de développement galloise, l'Office du tourisme gallois, etc. Depuis décembre 2002, tous ces organismes publics reçoivent des consignes annuelles

ça marche !



Le dragon rouge, drapeau national du pays de Galles.

pour la prise en compte du gallois dans leur politique de développement.

Outil central pour la mise en œuvre du plan linguistique, l'Office de la langue galloise, *Bwrdd yr Iaith Gymraeg*, est clairement identifié comme outil national de planification linguistique. Le fait que le budget gallois soit bien supérieur au budget du conseil régional de Bretagne ne suffit pas à expliquer que le budget de l'Office de la langue galloise soit environ 18 fois supérieur à celui de l'Office de la langue bretonne. Il y a là clairement la marque de l'importance donnée à l'avenir de la langue au pays de Galles.

La langue d'une communauté…

Le gouvernement gallois réaffirme sans complexe l'impérieuse nécessité que le gallois reste la langue première et naturelle de communication dans le plus possible de zones du pays. Et tout est lié. Pour cela il faut, bien sûr, que les communautés qui y vivent aient un réel avenir économique et social. On voit là encore l'interaction permanente des politiques. Le but clairement affiché est que chacun puisse rester vivre dans le lieu de son choix et donc que les galloisants aient la possibilité, s'ils le souhaitent, de ne pas quitter les zones de langue galloise à cause de contraintes économiques. L'accent est donc mis pour lier au maximum développement économique et langue galloise. Par exemple, en ce qui concerne le tourisme, la langue galloise est considérée comme un atout supplémentaire pour développer une stratégie de tourisme culturel.

Un autre trait important de la politique du gouvernement est le fait de considérer que la solution aux problèmes de telle ou telle communauté réside d'abord en elle-même. L'action du gouvernement doit consister à lui donner les moyens de décider par elle-même ce qui est bon pour elle-même. Si la langue doit perdurer dans telle ou telle région, cela sera d'abord parce que ses habitants en auront décidé ainsi. Une dévolution dans la dévolution…

Un des outils principaux de cette politique ciblée et adaptée au terrain est constitué par les *Mentrau Iaith*, les Initiatives pour la langue, véritables agences de développement économique en langue galloise, au nombre de 23 sur tout le pays. Au plus près des réalités locales, elles répondent aux besoins sociaux et linguistiques de telle ou telle communauté.

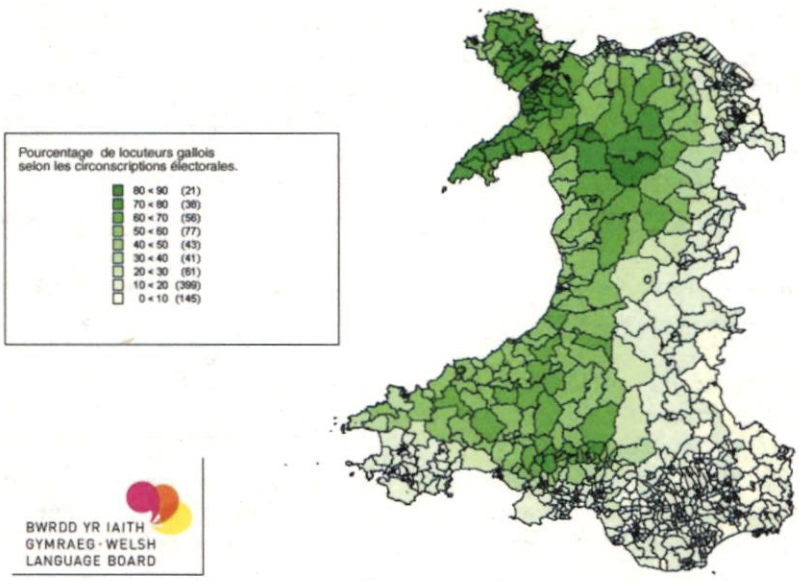
… et le droit individuel

Le troisième axe de la politique du gouvernement gallois est la reconnaissance du droit de chaque individu à utiliser la langue de son choix et la responsabilité de toutes les structures qui font la société galloise de faciliter l'usage de ce droit. Les autorités galloises insistent également sur le fait que chaque Gallois a aussi sa part de responsabilité en choisissant de transmettre, ou non, la langue à ses enfants et en étant suffisamment confiant pour utiliser la langue en toute occasion.

On le voit donc, la dévolution a permis au pays de Galles d'envisager maintenant l'avenir en termes de gain continu de locuteurs de gallois. Les tout derniers chiffres (2004) publiés par l'Office de la langue galloise font état de 611 000 Gallois de plus de trois ans capables de s'exprimer en gallois, soit 21,7 % de la population (20,8 % en 2001). Tout est loin d'être parfait et il existe de nombreux débats au pays de Galles, notamment sur le thème de la nécessité ou non d'une nouvelle loi plus favorable. Force est de constater que les résultats sont là. Il existe une citoyenneté de langue galloise. La citoyenneté brittophone reste à construire.

Olier ar Mogn

La carte de la pratique du gallois (en 2001)



Les adresses à utiliser

UDB

le parti d'une Bretagne autonome

Pour adhérer :
UDB — B.P. 80722
44007 Nantes cedex 01
Pour écrire :
UDB — B.P. 203
56102 Lorient cedex
Pour adresser un fax :
02.97.84.85.23
Site internet :
www.udb-bzh.net
Pour contacter les élus régionaux :
Groupe UDB-Gauche alternative,
13 C rue Franz-Heller
35700 Rennes cedex



Culture et politique :

« En France, tout finit, dit-on, par des chansons. En Bretagne, en revanche, c'est souvent ainsi que tout commence » (Yann-Ber Piriou, dans *Défense de cracher par terre et de parler breton*).

« Il nous reste le parfum violent d'une patrie à construire » (Paol Keineg, dans *Le Printemps des Bonnets Rouges*).

Précision préalable : ici, j'entends la culture au sens large, comme mode de vie et d'expression, tout autant que culture livresque. De même la culture ne se réduit pas à la langue, bretonne ou gallo. Les arts plastiques, la musique, la danse, le costume, le théâtre, la radio, le chant, le cinéma, etc. en font partie, tout comme la fête, avec des bonheurs différents. De même, quand on parle de culture « bretonne », il faut s'entendre : toute culture de Bretagne est bretonne à mon sens, même si, par cette expression, on a coutume de parler surtout de la culture bretonnante, comme c'est de tradition dans le mouvement breton. En fait, ce qui est en jeu, c'est la culture spécifique à la Bretagne en ce sens qu'elle est l'expression d'un peuple original, le peuple breton.

Culture ou politique ?

L'histoire de l'État breton ayant pris fin en 1532, la culture bretonne n'a pas eu le soutien naturel d'un État. Elle est restée populaire et rurale. Elle a longtemps été la culture d'un peuple paysan particulier et de son clergé. Lorsque ce mode de vie rural a commencé à évoluer puis à disparaître, une certaine culture bretonne aussi. C'est la défense de ce mode de vie, de cette culture bretonne associée étroitement au catholicisme le plus conservateur, que les régionalistes bretons visaient, pour des motifs réactionnaires toujours présents, parfois avoués. Leur symbolique est forte : dans ce *bro gozh* qu'ils défendent, le maintien de la langue, conçue comme un rempart contre le modernisme, rejoint celui du costume traditionnel…

Les nationalistes bretons eurent, eux, un autre objectif : faire de la culture bretonne celle d'un État à créer. Leurs efforts portèrent donc en priorité sur les éléments les plus nécessaires à la réalisation de ce projet : l'unification de la langue par-delà sa fragmentation en dialectes et l'agrandissement de son horizon aux domaines modernes, aux confrontations avec le monde, à travers une politique de traductions très soutenue. Mais ce projet ne se limitait pas à la langue. Un groupe comme celui des Seiz Breur tenta, souvent avec succès, d'étendre cette aventure à l'architecture, aux arts plastiques, au mobilier, etc. Mais comme cette Bretagne rêvée ne rencontrait pas l'adhésion populaire, on puisa dans l'idéologie fasciste la conviction qu'on imposerait ce rêve par la force, s'il le fallait.

Le courant breton progressiste chercha, de son côté, à s'appuyer sur les classes populaires, avec l'espoir de voir « le prolétariat de nos campagnes » (expression d'*Ar Falz* en 1934) obtenir droit à la vie pour sa langue quotidienne en basse Bretagne. Pour cela, des « instituteurs bretons », comme ils se nommaient, tentèrent de faire évoluer le milieu laïque jacobin où ils exerçaient leur profession. Le succès ne fut guère au rendez-vous, puisque c'était là s'attaquer à l'un des plus forts outils du centralisme. Ce courant chercha cependant à dépasser le seul combat linguistique pour se livrer, par exemple, par la suite, à un important travail pédagogique, puis à l'édition, en breton et en français, dans des domaines culturels fort divers, dont en tout premier lieu l'histoire de Bretagne. Cette action se poursuit aujourd'hui dans le domaine culturel et le relais a été pris dans le domaine politique par la création de l'Union démocratique bretonne en 1964.

La culture doit beaucoup aux politiques

La « culture bretonne » a donc un aspect politique incontestable. Sa pratique a souvent des bases militantes. À toutes les époques du 20e siècle breton, les engagements politiques ont précédé les manifestations culturelles. Contrairement à une thèse parfois professée, c'est l'idéologie nationaliste qui est à l'origine d'une démarche culturelle comme celle de Roparz Hemon et non l'inverse. De même, la continuité de la revendication culturelle tout au long du siècle a d'abord été le fait des politiques, de leurs mouvements, avant d'être plus ou moins intensément partagée par les acteurs culturels. À chaque période de « renaissance culturelle », on trouve la main des politiques, parfois de manière inattendue. Ainsi, la grave crise que connut l'UDB en 1984 a été suivie par un engagement important de beaucoup de militants de ce parti dans les domaines culturels, où ils apportèrent souvent un sang neuf ainsi qu'un sens de l'organisation qu'on ne leur conteste guère.

La création culturelle bretonne doit beaucoup aux convictions et parfois aux engagements politiques de ses auteurs. Avant d'être Stivell avec le succès exceptionnel que l'on sait, Alan Cochevelou a été un jeune militant breton de l'émigration. Une réalisation culturelle aussi importante pour l'avenir de la langue bretonne que Diwan a eu comme président pendant ses sept premières années Reun L'Hostis, militant en vue de l'UDB.

L'influence connue de l'œuvre théâtrale de Paol Keineg sur une jeunesse partageant son désir « d'une patrie à construire » doit beaucoup à l'engagement d'un des fondateurs de l'UDB. De même, à propos de travaux universitaires de premier ordre comme ceux de Fañch Morvannou ou de Yann-Ber Piriou dans le domaine de la langue et la littérature bretonnes, est-ce un hasard si le premier nommé fut pendant plusieurs années le directeur de *Pobl Vreizh*, journal en breton de l'UDB, et si l'autre fut aussi l'un des fondateurs de ce parti ? Et à combien de rendez-vous culturels d'importance ne rencontre-t-on pas des politiques, de la renaissance de la cornemuse aux lendemains de la Libération, avec Polig Monjarret, à l'explosion actuelle du Festival interceltique de Lorient, avec Jean-Pierre Pichard, pour nous en tenir au domaine de la musique et de la danse.

une nécessaire alliance

La culture a besoin du politique…

La culture bretonne, parce qu'elle possède un côté militant non contestable, a aussi un besoin vital du soutien politique. Dès l'origine, c'est vers le politique que se tourne toujours la demande bretonne. On ne compte plus le nombre de pétitions pour l'enseignement du breton adressées aux élus de Bretagne ou relayées par eux vers un État jacobin dont l'autisme à cet égard est sans égal. Mais tout le monde sait bien que cette attitude hostile ou méprisante des gouvernants de tous bords doit beaucoup à la constatation qu'ils font que la traduction politique de ces demandes n'existe que d'une manière très marginale. Tout le monde sait bien que si les voix des formations « bretonnes » aux élections n'avaient pas été si faibles de tout temps, la prise en compte de la culture bretonne aurait été bien plus forte. Aujourd'hui, c'est directement de l'influence de l'UDB et de ses élus que dépend l'engagement de la majorité régionale de gauche pour une politique culturelle de la Région Bretagne plus volontariste que par le passé récent.

…mais le politique a besoin de la culture

Les politiques bretons ne peuvent cependant pas ignorer que c'est une expression culturelle qui est à l'origine de ce que l'on appelle le troisième *Emsav*, grâce au mouvement folklorique et au renouveau des *festoù-noz*. Un ouvrage parmi les plus répandus, *Breiz hor bro* (« Bretagne notre pays »), brochure d'une centaine de pages que la fédération Kendalc'h publia en 1961, connut une diffusion fort importante auprès des milliers de jeunes fréquentant les cercles celtiques. Beaucoup de jeunes Bretons y ont appris les rudiments de la connaissance de leur pays et plusieurs y ont puisé les raisons de leur engagement politique ultérieur.

De la déclaration de Plessala en 1972, par laquelle une trentaine de jeunes chanteurs bretons s'engageaient à « mettre leur art au service de la cause de la Bretagne », au « franc par fest-noz » perçu pour Diwan à ses débuts, on ne compte plus les exemples d'échanges et de soutien mutuel entre les mondes culturel et politique bretons.



Photo Conseil culturel de Bretagne.

Une culture militante.

Les politiques bretons ont en effet un besoin vital du culturel, sinon ils en viendraient vite à se battre pour des abstractions. Se battre pour la Bretagne, oui, mais celle du peuple breton, c'est-à-dire une Bretagne incarnée, localisée. Une langue bretonne, oui, mais celle des écoliers et des locuteurs d'aujourd'hui et non un simple objet d'études universitaires. Se battre politiquement pour la Bretagne, c'est d'abord la connaître, ce que permet la culture. Ce n'est pas un hasard si les grandes manifestations populaires de l'histoire de l'UDB furent, avec les fêtes du *Peuple breton* et la tournée des Bonnets Rouges (en 1975), des manifestations culturelles. Ce n'est pas non plus un hasard si, aux débuts de l'UDB, cette volonté de mieux connaître leur peuple et leur pays se rencontrait fortement chez les jeunes adhérents.

Sans cette dimension identitaire, il y aurait en effet un réel danger à ignorer ou méconnaître gravement les réalités de notre pays. Des militants bretons peuvent-ils – raisonnablement – ne pas connaître physiquement leur pays, son histoire, sa géographie, sa faune et sa flore, ses paysages et leur évolution ? Si, demain aux responsabilités, ils ignorent cela, qu'en sera-t-il des équilibres naturels essentiels à la vie en Bretagne et à l'avenir écologique des futurs Bretons ? Ou encore, pour prendre un tout autre exemple, peut-on administrer et exercer des mandats électifs en ignorant la nature de l'architecture bretonne, ancienne et moderne, et de ses matériaux, ou l'urbanisme original de nos régions avec leur réseau des petites cités de caractère animant chacune leur pays ? Dans le domaine écologique comme dans celui de l'urbanisme, il ne s'agit pas de conserver un patrimoine par principe ; la nouveauté peut être créatrice, surtout quand elle s'enracine dans un passé qu'elle dépasse ou qu'elle exalte, au lieu de le trahir, souvent par méconnaissance.

Or, le goût de vivre et la volonté de travailler au pays ne se nourrissent-ils pas de ce qu'il faut bien appeler, sans fausse honte, l'amour d'une Bretagne réelle, celle que nous fait connaître la culture ?

Ronan Leprohon

Non-violence et

Yannig Baron, adepte de la non-violence active, en est à sa sixième grève de la faim et totalise 130 jours d' « inaction active », selon son épouse. En 1991, il avait tenu 38 jours pour obtenir la mise en place de formations bilingues dans l'enseignement public. Cette fois-ci, il s'agit de l'enseignement catholique. Rencontre avec un militant.

État des lieux

Depuis des mois, au nom de Dihun-Breizh qu'il préside, Yannig envoyait rapport sur rapport aux responsables de l'enseignement catholique, décrivant les conditions inadmissibles de la rentrée 2006. Refus d'ouverture de sites nouveaux, comme à Plouarzel, tentatives d'asphyxie de filières existantes, comme à Carnac, peu de cohérence dans l'articulation écoles-collèges et collèges-lycées. Le lycée de Lesneven signait la charte *Ya d'ar brezhoneg*, mais celui de Vannes refusait le suivi bilingue. Le premier degré du Morbihan travaillait de son mieux avec Dihun et le second degré y freinait des quatre fers. Dans le Finistère, c'était le contraire. Ailleurs, le breton n'était visiblement pas une priorité. En bref, le breton demeurait soumis à l'arbitraire de tel ou tel. L'évolution des effectifs, qui avaient été en augmentation de 10 à 28 % chaque année depuis dix ans, s'annonçait nulle en 2006, ou négative, avec un seul site nouveau, contre quatre à huit les années précédentes.

Rapidité

Le 4 avril, Yannig Baron annonçait aux cinq évêques de Bretagne qu'il entamerait une grève de la faim le 19 si l'on ne répondait pas à ses questions. L'évêque de Kemper lui avait bien écrit le 15 au nom de ses collègues : « Il n'y a pas de moyens, il n'y a pas d'enseignants, il n'y a pas de demande (...) » On croit rêver... Il cessait donc de s'alimenter, sans rendre la chose publique durant les six premiers jours, pour donner un délai de plus à chacun. Mais ce qui frappe à partir du 25, c'est la rapidité de la réaction publique. Le local de Dihun croulait sous une avalanche de soutiens. Certains jours on y peinait à tout lire. Mails, lettres, visites, interview aux radios, rencontre avec la presse, télés : la vie du gréviste était tout, sauf un long fleuve tranquille.

Qualité

Ce que l'on note aussi, c'est la qualité des interventions. Beaucoup envoient copie des lettres adressées aux évêques et aux directeurs de l'enseignement catholique. Claude Nadeau, cofondatrice de l'école Diwan de Paris, rend la sienne publique. Le père Cadouélan, président de la commission diocésaine pour la pastorale en breton du Morbihan, écrit aux responsables en citant Gandhi : « Vous êtes les fils de ceux qui ont mis à mort les prophètes »... « J'espère que ce ne sera pas votre cas », ajoutait-il ! « Ma lettre pourra vous paraître dure, elle dit simplement ce que d'autres veulent étouffer par le mensonge et le silence », écrit de son côté Jean-Luc le Floc'h, de Vannes : « Vous êtes-vous demandé pourquoi la Bretagne présente le plus fort taux de suicide en France ? »

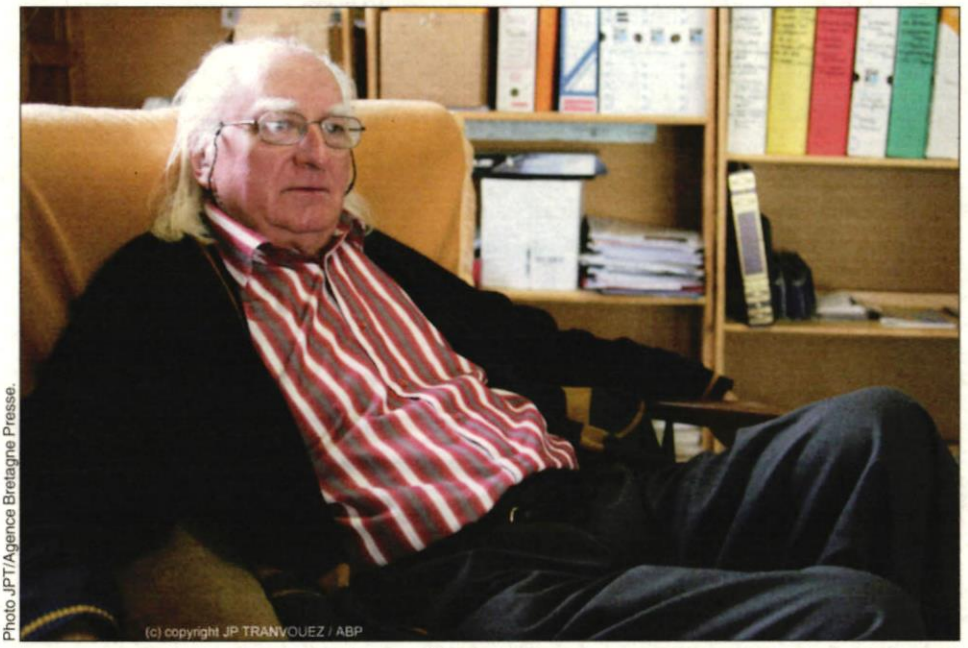


Photo JPT/Agence Bretagne Presse.

Yannig Baron.

Diversité

Ce qui frappe encore, c'est la diversité des interventions. Les associations amies prennent position. Le Conseil culturel de Bretagne, Diwan, Div Yezh, l'Union des enseignants de breton, l'UDB, le « Parti Breton », Emgann, Bemdez, le Syndicat des travailleurs de Bretagne, les commissions pastorales pour le breton des Côtes-d'Armor et du Morbihan... En tout 42 associations et groupements. Et aussi l'Association des élus bretonnants et celle des élus municipaux bretons ; des élus régionaux, comme Christian Guyonvarc'h, Naïg Le Gars, Kaourintin Hulaud et Annick Guillou-Moinard, ou départementaux comme Yves Borius, André Le Gac et Jean-Yves Cozan. Les visites se succèdent. L'évêque de Vannes, un maire-adjoint de la ville au nom de François Goulard, le directeur diocésain de l'enseignement catholique. Des militants se proposent pour un week-end de jeûne et un parent se dit prêt à prendre le relais, au cas où...

Puissance des médias

Mais c'est quand les médias arrivent que les choses bougent. Une heure après la visite de FR3, Jean-Yves Savidan, ami de Yannig et néanmoins directeur de l'enseignement catholique des Côtes-d'Armor, lui téléphone. Quelques heures après, un fax positif suit. Une réponse partielle est donnée aux questions posées par Dihun. En plus des mesures connues, on annonce la création d'un nouveau site dans le Trégor, d'un demi-poste de conseiller pédagogique, l'entrée de Dihun au comité diocésain de l'enseignement catholique du département. Rendez-vous est pris pour le 10 mai afin d'aller plus loin pour le reste de la Bretagne. TF1 fait ensuite un excellent reportage au journal de 13 heures, des agences internationales de presse s'informent, des organismes européens comme Eurolang ou la Ligue celtique interviennent auprès des ambassades de France... D'autres « pèlerins », comme

dirait Jean-Pierre Chevènement, écrivent à leurs évêques que, sans réponse rapide et positive, ils vont organiser la grève du denier du culte !

Une grève qui dure…

Fin des vacances, les actions s'organisent. Un comité de soutien se constitue, qui va manifester sa colère à la direction départementale de l'enseignement catholique du Morbihan. Certains parents inondent les fax officiels de feuilles *gwenn ha du* ou, pis, totalement *du*. Cela vide rapidement les encriers des appareils ! Laïcs, athées, agnostiques ou chrétiens de tous bords multiplient les messages et les lettres aux contenus très forts. Le gréviste ne lâche pas le morceau... si l'on peut dire. Avant de se mettre en état « d'inaction », il a passé une semaine en Euskadi. Il a écouté les enfants parler basque dans les rues. Il a participé aux magnifiques cérémonies basques à Hondariba (Fontarabie, en idiome francilien). Le dernier soir, une vieille dame lui expliquait qu'elle avait élevé ses enfants dans des *ikastolas* itinérantes, allant d'appartement en appartement à chaque fois que la police de Franco arrivait. Ces aventures se terminaient souvent dans les paroisses, où elles bénéficiaient d'un droit d'asile et d'une protection.

… jusqu'au succès !

Ici, une des pancartes brandies par les parents proclamait : « Je réclame le droit d'asile pour ma langue dans mon propre pays. » Un prêtre écrivait : « Cher Yannig, tu es l'honneur de la Bretagne. Tu dénonces et la violence étatique permanente faite à notre langue et la complicité objective des responsables de l'enseignement catholique de Bretagne. Mais pardonne-leur, car en vérité, ils ne savent pas ce qu'ils font, parce qu'ils ne savent plus ce qu'ils sont. » Au bout de vingt-deux jours de grève, quatre des cinq directeurs diocésains et Dihun se réunissent et annoncent, devant la presse, l'ouverture de sept nouveaux sites, au lieu d'un, dans les cinq départements bretons, la mise en place d'une charte de programmation pluriannuelle pour le développement du bilinguisme, établie et suivie par Dihun, l'enseignement catholique et la Région. Une lettre sera adressée à tous les chefs d'établissement pour leur enjoindre d'accueillir la demande des parents et une campagne d'information sera faite en direction de ceux-ci. Pour Yannig Baron, ce résultat est le fruit de la conjonction de l'« inaction » du militant – le mot qu'il préfère – et de l'action des centaines de personnes qui ont soutenu ce combat commun à tous. À méditer.

Jean Roudaut

Diwan Kistreberzh

Pour l'achat de classes modulaires, l'école lance une souscription

Une création en 2000

L'ÉCOLE Diwan du pays de Questembert s'est ouverte en 2000. Un immeuble locatif et une cour ont été aménagés sur fonds associatifs par les parents et amis de Diwan, avec une, puis deux classes. Une association d'éducation populaire (AEP) a été créée pour assurer la gestion du bâtiment, et l'association Andon, dans le même moment, pour organiser des actions de soutien à l'école.

Cependant, suite à l'agrandissement, les loyers se sont alourdis. La flambée immobilière du secteur, du fait de la proximité de la côte, amène le propriétaire à envisager une vente prochaine. L'importance des travaux à réaliser et le prix écartent toute possibilité d'achat par les structures associatives locales. De plus, aujourd'hui, l'école a plus de cinq ans révolus, et elle n'obtiendra un contrat d'association avec l'État que si elle apporte la garantie d'un nouveau site durable.

Le projet

Face à la menace d'une vente, l'AEP et Andon ne sont pas restées inactives dans la recherche d'un autre bâtiment. En juillet 2005, une table ronde s'est tenue avec le maire de Questembert, des élus régionaux et les responsables de Diwan Breizh : elle a abouti à la proposition par la ville d'un terrain locatif, près d'un lotissement et de l'école publique, le bail de l'école actuelle n'étant en tout état de cause reconduit que jusqu'à l'été 2006.

Un terrain a été obtenu à bail, mais voilà, il faut un bâtiment ! Ce seront des classes modulaires. Pour en assurer le financement, soit un budget global de 80 000 € (deux classes et le terrassement), on table sur les ventes du calendrier Diwan 2007, édité par Andon, soit 20 000 € (le quart du budget). 40 000 € seront fournis par un emprunt bancaire. Le dernier quart serait apporté par un appel aux dons sous la forme de la souscription qui est engagée par l'association Andon.

200 dons à 100 €* permettraient de rassembler ces 20 000 € nécessaires (soit le quart du budget global). À Questembert, on compte sur la générosité de tous, y compris des lecteurs du PB, pour l'avenir de la langue bretonne et d'un service d'enseignement en immersion dans le haut Vannetais oriental...

G.L.R.



D.R.

E skol Diwan Kistreberzh.

** Nouvelle déduction fiscale : 66 % de vos dons à « Andon » sont déductibles des impôts, dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi, un don de 100 € ne coûte en fait que 34 €.* ***Adresser les dons par chèque bancaire ou postal (à l'ordre de « Andon ») à Annie Josse – rond-point de Bel-Air – 56230 Questembert.***


DA VINCI CODE...
JE DESCENDS À LA FOIS DE JÉSUS-CHRIST, DU ROI DAGOBERT ET DE JACQUES CHIRAC!
BON SANG MAIS C'EST BIEN SÛR!!
CRÔA CRÔA!
?
=16
?!
RONDOT
Clem-Stream
IMMIGRATION
NONO

LE SOCIAL, C'EST CAPITAL !

UDB

(9 heures - 18 heures) le 17 juin 2006

Palais des congrès de Vannes

Journée de réflexion et d'échanges - ouverte à tous

Organisée par l'Union démocratique bretonne

3 tables rondes

Parce que la question sociale ne se réduit pas aux sphères du travail et de l'économie, le progrès social est abordé dans un cadre plus large, celui d'un projet de société. Peut-il en être autrement ? La journée est organisée autour de trois tables rondes avec à chaque fois des apports théoriques, des témoignages et un temps de discussion.

1 - *Territoires, développement durable et solidaire*
2 - *Économie et démocratie : les conditions du progrès social*
3 - *Les conséquences de la déréglementation sociale, les nouvelles formes de précarité*

Animation des débats par Guillaume Duval, rédacteur en chef de la revue « Alternatives économiques ».

Notre démarche

La « question sociale » est un objet vaste, difficile à cerner, et elle est souvent source de divergences entre les partis politiques de gauche, comme entre les organisations syndicales.

Elle est au cœur de l'actualité. CPE, délocalisations, licenciements, bénéfices records de Total et des entreprises du CAC 40, privatisation, chômage, augmentation du nombre de bénéficiaires du RMI, pauvreté et précarité, déséquilibres Nord-Sud… de nombreux mots pour de multiples maux !

Si nous disons, comme d'autres, que la situation actuelle n'est pas bonne, qu'elle est même insupportable, qu'il faut que ça change… Si nous manifestons contre le CPE et la précarité salariale et sociale… Nous pensons aussi que nous avons la responsabilité de réfléchir à un autre modèle de société, à une véritable alternative (et non à une simple alternance) au système actuel de mondialisation libérale qui oublie l'essentiel : l'humanité !

Nous avons l'ambition d'agir à notre niveau, à partir de ce qui nous rassemble et nous anime : nos convictions et notre grille d'analyse de la société. « Penser global et agir local » ou « penser local et agir global » ! Les deux sens de lecture ne s'opposent pas.



Venez nombreux à Vannes – Accès libre et gratuit à la salle

Clair-obscur

À QUELQUES ENCABLURES d'élections majeures, la démocratie hexagonale est en pitoyable état. Il est plus que probable que les campagnes et les scrutins de l'an prochain n'y pourront rien changer. Ceux qui prétendront le contraire sont des sots, des naïfs ou encore des menteurs. Le mal est si profond qu'un *lifting* de surface ne ferait que dissimuler sa lente et purulente progression souterraine. Ce que nous révèle le traitement politico-médiatique de l'affaire *Clearstream* est à cet égard riche d'enseignements sur l'éloignement progressif de l'« élite » qui nous gouverne.

Bien avant le coup de tonnerre du 21 avril 2002, les signes d'une distance marquée entre le sommet de la classe politique et ses accompagnateurs zélés, d'une part, et des pans entiers de la société civile, d'autre part, étaient patents. Des sociologues, qui ne travaillent pas à la commande, tentaient alors de nous alerter. En vain. Le 21 avril, tout le monde tomba des nues et plaida l'effet de surprise. On se lamenta. On fit des discours grandiloquents. Certains promirent d'aller voter Chirac au second tour en se pinçant le nez. On jura enfin que l'on ne nous y prendrait plus, que tout serait fait pour tirer la démocratie de l'ornière circonstancielle. Quatre années plus tard, nous savons à quoi nous en tenir. Rien n'a changé. Ou plutôt si : l'ornière est devenue abîme. Les émeutes de l'automne dernier et le mouvement anti-CPE du printemps ont mis en lumière, une fois encore, la sourde incompréhension pour longtemps installée entre gouvernants dorés et gouvernés paupérisés. Les hommes politiques occupant de hautes fonctions connaissent la situation des plus démunis, mais ils sont devenus incapables d'éprouver réellement ce qu'elle signifie.

L'affaire *Clearstream* sonne comme un point d'orgue sur la frontière séparant « les gens de peu » de la caste des gens de biens. Comment les premiers pourraient-ils s'interdire de penser que les seconds vivent dans un autre monde que le leur, un monde aux règles occultes que leur difficile quotidien n'effleurera jamais ? Comment réprimer ce sentiment — si largement partagé désormais — que les étages inférieurs de la société sont chaque jour un peu plus surveillés, au nom d'une nécessaire transparence garante de l'efficience économique et de la paix sociale, tandis qu'au sommet règne l'opacité et le secret des affaires ? La vertu demandée aux humbles pour laisser libre cours au vice des dissimulateurs de haute volée, voilà bien la morale d'une décrépitude depuis longtemps annoncée.

Il a fallu une nouvelle « guerre des chefs » pour que l'homme de la rue entende enfin parler de l'affaire. En fait, on ne lui parle pas de l'affaire, puisque l'affaire *Clearstream* dont parlent les médias n'est pas l'affaire *Clearstream* véritable, que les mêmes médias se gardent scrupuleusement d'explorer au fond, depuis que Denis Robert l'a découverte voilà sept ans déjà. Il semble que l'on tente de nous faire gober une drôle de fable : des hommes politiques indélicats auraient utilisé une affaire jusqu'alors circonscrite à la sphère financière — à laquelle la classe politique est étrangère, voyons ! — pour barrer la route à un prétendant au trône. Derrière l'activité normale de *Clearstream*, consistant à réaliser la compensation des transactions financières internationales, se cache une complexe machinerie destinée à dissimuler une énorme circulation d'argent — en partie sale, voire très sale — entre des comptes que les propriétaires ont l'habileté de ne pas ouvrir à leur nom. Les bénéficiaires de ce système qui gangrène le capitalisme d'aujourd'hui sont loin d'être tous des professionnels de la finance. Des hommes politiques de premier plan, parmi lesquels d'anciens — ou actuels ? — ministres, y émargent aussi. Il est loin, le temps où le service de la Nation tenait à l'écart de l'affairisme vulgaire. Les dérapages alors étaient dénoncés et réprimés. Maintenant, nous devrons nous contenter de voir tomber un juge qui se fait envoyer des lettres anonymes.

L'alternance qui nous est promise pour l'an prochain n'en pourra mais. Pour enrayer une si longue dérive de la démocratie, pour réconcilier le citoyen et la politique, une alternative est nécessaire. Hélas ! elle ne peut être construite en un temps si court. Peut-être sommes-nous condamnés à vivre longtemps encore dans le clair-obscur…

Yann Fiévet

Deroiñ barregezhioù war ar yezh

DISKENN WAR AN DACHENN !

Manifestiñ an 3 a viz mezheven a zo dreist-pouezus, met penaos seveniñ ar youl diskouezhet gant ar vanifesterien ? Politikel kenañ eo ar goulenn deroiñ ar barregezhioù war ar politikerezh yezh d'ar Rannvro. Hag a-berzh Kuzul sevenadurel Breizh ha Skol uhel ar Vro eo savet ar goulenn-mañ ouzh ar bolitikourien breizhat hag ekzagonat. Reizh eo kement-mañ dre m'eo sachet diorren ar yezh gant birvilh ar c'hevredigezhioù. Hogen n'eo ket peogwir e vije kizidikaet a-daol da daol politikourien ar vro, betek an entan zoken, gant an azgoulenn-mañ e vo trec'h ar yezh, pell alese ! D'ur goulenn politikel, respont politikel. Harpet e rank bezañ ivez ur seurt goulenn politikel gant ul labour stourm politikel hirbad, faezhus ha kerseüs alies, ar pezh n'eo ket trevell ar c'hevredigezhioù sevenadurel avat.

Lezel ar c'hilhog da vragal ?

Renet eo ar bed politikel, pep hini hen goar, gant lezenn an enebadur nerzhioù, ha dre vrav pe dre vil ne c'heller kas da bennvat raktres ebet hep doujañ d'ar sturiad-mañ. Un doare c'hoari rugby eo hini ar politik en ur vro demokratel. Nemet e vez doujet nebeutoc'h d'an eneber alaz ! Degaset en doa Machiavelli reolennoù ar c'hoari en e amzer : penaos kas ar jeu d'ar pal ? Doñvaat ar « c'horf » politik gouez, pakañ ha derc'hel ar galloud. Sed aze diazez ar sevenadur normativel eus ar stadelouriezh. Gant lod bras eus politikourien a-vremañ hag e Breizh pergen, azeulerien ar moul republikan anezho, e vez nac'het c'hoazh barregezh ar pobloù hag ar c'hevredigezhioù d'en em aozañ o-unan e-ser kreñvaat o dibarelezhioù, o youloù, o yezhoù…

Penaos dont a-benn da stourm evit cheñch penn d'ar vazh gant un emsav politikel breizhek ken gwan ? Hag ar c'hilhog da vragal !

« Ret eo dit c'hoari fin 'vel al louarn pa ne c'hellez ket bezañ al leon. » Ha n'eo ket koll startijenn ha nerzh o klask dreveziñ ar mestr e-ser enebiñ outañ, evel m'eo bet graet re alies e Breizh. Hent dall milendall an Emsav ! Dazont ar yezh a c'houlenn bremañ bezañ pragmatek. Da lavaret eo lakaat ur pal da dizhout diouzh ar binvioù a vez ganeomp, diazezañ binvioù nevez evit ledanaat ar pal. Met, anat eo, ar binvioù diorren a vo diouzh an arc'hant publik gouestlet evit o sevel. Diouzh an enebadur nerzhioù etre an emsav politikel breizhek ha strolladoù politikel an Ekzagon neuze.

Lakaat da c'hoantaat an emrenerezh

N'eo ket asuriñ dazont ar yezh pal pennañ ar Vretoned, n'eo nemet un het laosk evit darn vuiañ anezho. Ret eo deomp, d'am meno, ober gant al live breizhadelezh evel m'emañ ha paouez gant ar stultennoù. Gounit an deroiñ evit ar yezh, ha dreist-holl ar budjedoù da heul, a vo hir ha diaes hep ur youl splann diskouezhet gant an dud. Bez e ranker neuze liammañ an azgoulenn diazezmañ gant ezhomm ar Vretoned da vestroniañ gwelloc'h o-unan o feadra da vevañ, o endro, o ekonomiezh, o buhez er fin. Tout ar pezh a c'hell lakaat da gompren e vez an araokadennoù-se diouzh an tu d'en em gemer e karg a-stroll lec'h ma vezer o vevañ. Ha da zigeriñ an daoulagad war modoù all da veizout an demokratelezh, fontet war an diazlive divizout hag ar gevredelouriezh.

Ne vo dazont ebet d'ar yezh hep kaout muioc'h-mui a emrenerezh. Ne vo emrenerezh ebet gant strolladoù politikel emrenour gwak, displet dre ziouer a izili. Emaomp o plediñ gant emzalc'hioù muioc'h-mui hiniennour hag ankeniet, daoust d'ar c'hengred a vez diskouezhet a varradoù. Diouzh ar blegenn-speredse e vez an emzalc'hioù votiñ ha neuze eo arabat c'hwitañ war al live dibab kentañ : petra a zegaso din an den-mañ pe ar strollad-mañ evit diogeliñ va dazont hag hini va bugale ? Arabat gortoz eus ar Stad pe eus ar gapitalourien ar pezh a c'hellomp ober gwelloc'h ni hon-unan a-stroll eo respont an UDB. E-se e klask bezañ feal da bobl Vreizh evel ma vev, traken, o kinnig dezhi hent frankiz ar spered, alc'hwez ar frankizoù all.

Ha neuze diskennomp war an dachenn, ken garv ma c'hell bezañ. Hini feson ar c'hoari rugby warni. Pa vezer c'hoarierien roues ha gwan e ranker evit loc'hañ ober chao asambles gant skipailhoù all, plijet pe get. Mennet da ziskenn war an dachenn ha c'hoari tenn ha trumm ha pa vez lagenn ? pe chom diseblant kaer, pe en em lezel da vont gant mordo an touell, pe c'hoazh fistilhat war ar bank, tripal o tispign e wellañ nerzh da zisteurel an hu war an « dreitourien kafe-laezh » kement a faziañ eneber ? N'eus ket da dortal na da gontañ krakoù, evit gounit eo ret bezañ unanet ha niverus er skipailh war an dachenn bolitikel. Emezelit ha degasit ho youl hag ho mennozhioù.

Paol Mingant



Foto Pobl Vreizh

Skritell nevez an UDB.

An danvezioù diaoz
Reuz er c'henwerzh etrebroadel

Petra bennak e kan adarre an danvezioù diaoz en eskemmoù kenwerzhel etrebroadel, n'eo ket c'hoazh ar bourchaserien evit bezañ digoll eus digresk ar prizioù bet gouzañvet ganto abaoe fin bloavezhioù 1970. Re sujet e chom broioù ar Su d'o ezporzhiadurioù war an dachenn-se evit lakaat o nerzhioù ekonomikel da c'hounid ul lusk yac'h.

DEGASET EO BET kresk padus prizioù an danvezioù diaoz gant al lusk kreñv spontus dastumet gant ar goulenn e Sina* ha gant ar brokerezh er plasoù arc'hantel bras. Ur c'holl nerzh ekonomikel e Sina pe er Stadoù-Unanet a lakafe ar prizioù da ziskenn adarre a-dra-sur. Ne oa ket bet postet kalz en tachennoù-se e-pad ar bloavezhioù 1990. Ar petrol an hini eo an danvez diaoz a vez gwerzhet ar muiañ er marc'hadoù etrebroadel. Mont a ra e gementad d'ober an hanter eus hollad an danvezioù diaoz bet kavet sav dezho. Jedet ez eus bet e vez gant ar c'hasadennoù petrol 10 % eus talvoudegezh hollek ar c'henwerzh etrebroadel, 2 % anezhi hepken gant danvezioù diaoz al labour douar, 3 % gant ar c'hailh hag ar metal.

Efedoù dic'hortoz al leveoù

Efedoù noazus dic'hortoz a c'hell ivez degas gounidoù bras e marc'had an danvezioù diaoz. Azoniad an Izelvroioù (*dutch disease*) a vez graet eus an darvoud-se, rak pa lakaas an Izelvroiz o gwelead gaz da dalvezout e-kerz ar bloavezhioù 1970 e voe lakaet feur eskemm o moneiz da sevel a-daol-trumm gant al lusk re greñv dastumet gant o ezporzhiadurioù, diwar-goust nerzh keveziñ o danvezioù oberiet lec'hel, ha gwallaozet e voe industriezh ar vro. Anatoc'h e teu gwallefedoù kenwerzh etrebroadel an danvezioù diaoz er broioù a ya ar pourchas petrol ha gaz d'ober ouzhpenn nav dekvedenn eus o ezporzhiadurioù. Degas a ra ar seurt leveoù ouzhpenn an hanter eus korvoder ar riez enno. Seul uheloc'h e teu prizioù ar petrol seul vrokusoc'h e c'helle bezañ ar gouarnamant evit e renidi. Berzh a ra ar sevel tier ha kenwerzh an danvezioù oberiet enporzhiet diwar-neuze endra ma chom isdiorroet an eil gennad er vro pa ne 'z a ket da goll, ha seul wech ma tigresk ar prizioù en em astenn an diouer eus kalz traoù. Ral a wech e oar ar riezoù prientiñ un diorren yac'h pa zeu ar braz eus o feadra eus kenwerzh danvezioù diaoz aes kavout sav dezho. Techet e vezont peurliesañ da foranañ o gounidoù hep soursial ouzh an amzer dazont.



DR

Gwalc'h ar bananez.

Lezenn ar re binvidikañ

*Meur a seurt darvoudoù a c'hell lakaat prizioù an danvezioù diaoz da sevel pe da ziskenn. Anat eo efed doare an amzer war ar c'hinnig gant ar re pourchaset gant al labour douar. Ar reuz war an dachenn bolitikel a c'hell degas ivez ur c'hemm er marc'hadoù. Kanet e oa bet gant ar c'hakao, da skouer, pa oa en em astennet ar brezel diabarzh en Aodoù an Olifant, ur vro a bourchase ouzhpenn 45 % eus an danvez-se er bed. Evel-just e vez drastus dibab broioù 'zo p'en em lakaont a-daol-trumm d'o zro da ginnig danvezioù na gresko ket ar goulenn er c'hornadoù boaz d'o frenañ. Noazus e vez ivez evit ar Su ar skorennoù roet gant gouarnamantoù ar riezoù pinvidik d'ar re eus o renidi a bourchas ar memes danvezioù. Deuet eo evel-se ar Stadoù-Unanet da vezañ ar vro a ginnig ar muiañ a gotoñs er marc'hadoù etrebroadel daoust ma koust kalz keroc'h produiñ an danvez-se en Amerika an Norzh eget en Afrika.

Prizioù start da stabilaat

Framm an eskemmoù kenwerzhel a laka prizioù an danvezioù diaoz da ziskenn war hir dermen e-keñver re an danvezioù oberiet hag ar servijoù. Pa zeu start kaout sav d'o mekanikoù e c'hell o saverien implij estreget digresk ar prizioù evit kreñvaat o nerzh keveziñ. Klask a raint, da skouer, ijinañ mekanikoù efedusoc'h, aesoc'h ober ganto pe vihanoc'h o ezhomm gremm evit mont en-dro. Anat eo ne c'hell ket ar bourchaserien danvezioù diaoz dibab un hevelep strategiezh ha tapet berr e vezont dre ret pa zeuont da vezañ re stank o kinnig ar memes danvez. A-benn diskoulmañ ar gudenn e oa bet savet emglevioù er bloavezhioù 1960 hag a roe tu da stabilaat prizioù an danvezioù na fazient ket er marc'hadoù. Ne voe ket kendalc'het ganti. Re vras e oa deuet an ezhomm gwerzhañ gant kalz pourchaserien evit kempouezañ o eskemmoù kenwerzhel gant an diavaez. Kalz dleoù a oa bet dastumet gant broioù ar Su ha ret e oa dezho ezporzhiañ muioc'h muiañ evit en em zizleañ. Anat eo ne c'hell ket bezañ reizh ha padus an diorren pa vez diazezet war an dastum danvezioù diaoz hepken.

** Betek fin ar c'hantved diwezhañ e c'helle Sina implij he danvezioù diaoz dezhi evit boueta hec'h industriezh. N'eo ket gwir ken. Jedet ez eus bet e c'hellfe ar Sinaiz tizhout live bevañ an Amerikaned e 2031 ma kendalc'h o c'hresk ekonomikel gant e lusk. Ma tibabont diwar-neuze en em lakaat da veveziñ diouzh giz annezidi ar Stadoù-Unanet, e vo pourchaset dezho kement ha 67 % eus an ed ha 76 % eus ar c'hig bet produet er bed e 2004.*

Paol ar Meur

Les matières premières dans l'économie mondiale.

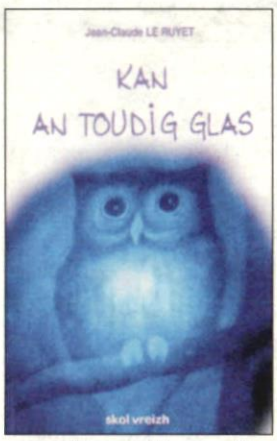
Du ha gwenn ha plas da lenn…



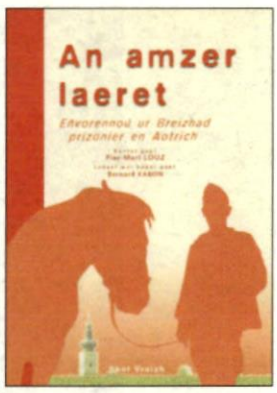
Ar C'hazh e Breizh gant Philippe Geluck.

Levrenn 10 avañ-turioù ar C'hazh eo homañ. Anavezet mat eo fent dispar, kriz betek bezañ skrijus a-wechoù, kazh « prederour » Philippe Geluck. Daou dra a-bouezh en droidigezh-mañ : deuet eo an intrudu eus an ti-embann, Casterman, diwar ar berzh graet gant troidigezhioù Tintin en hor yezh ; ul labour azasaat a zo bet graet gant Geluck e-unan pa golle gagoù zo eus o nerzh ur wech troet. Ur c'henlabour eta etre an aozer hag an troer, Divi gKervella. Hag ul labour a feson, me lâr deoc'h. C'hoarzhin a reer forzh pegement. Gant ma vo troet levrennoù all gant memes ampartiz !

Daou levr nevez embannet gant Skol Vreizh



Da gentañ, **Kan an toudig glas** gant Jean-Claude Le Ruyet. Ur barzhoneg ha pevar ugent bet savet evit ar vugale vihan (pe re vrasoc'h…) diwar ul levr barzhonegoù gallek bet savet gant skolidi etre tri ha pevarzek vloaz ha bet embannet e 1982 : *Le Hibou bleu*. Klasket en deus an oberour, emezañ, krouiñ diwar an dodennoù dastumet gant ar vugale-se. Kavet e vez anv pep bugel e fin al levr gant an notenn a sikour da gompren ha da zistagañ pep barzhoneg. Ouzhpenn an notennoù-se e kaver gant al levr ur bladennig arc'hant enni an testennoù lennet gant Jean-Claude Le Ruyet heuliet gant sonerezh Pascal Lamour. 15 € al levr hag ar bladennig.

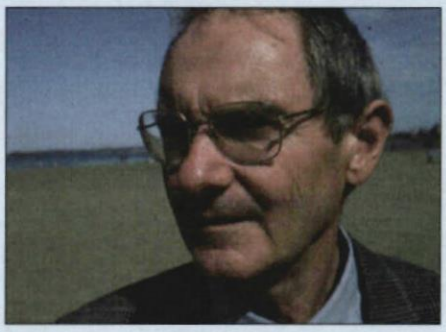


An amzer laeret. Eñvorennoù un den, Pier-Mari Louz, bet prizoniad en Aostria e-pad an eil brezel bed eo al levr-mañ. Lakaet eo bet an istor war baper gant Bernard Kabon. Kregiñ a ra an traoù gant ar « brezel drol » hag ar c'hampoù. Tremen a reas goude an darvoudoù en ur gêriadenn a vro Aostria, Thaya, e-lec'h ma labouras Pier-Mari ha prizonidi all e tiez feurm betek fin ar brezel pa erruas ar Rusianed. Diskouez a ra an eñvorenn-se e teu tamm ha tamm prizonidi 'zo d'en em dommañ eus o « ostizien » aostrian, labourerien douar evelto. Kavet em eus arouezius istor ar gravatenn profet kement ha diskouez e oa graet ken brav d'ar prizoniad a oa er gêr ha d'ar re all. E-touez ar stagadennoù bet ouzhpennet gant Bernard Kabon em eus kavet dedennus-tre arroudennoù deizlevr kuzh (dalc'het etre 1938 ha 1945) an Ao. Franz Bauer, person Thuya. Dreist sotoni ha krizder ar brezel e c'heller kavout el levr-mañ un tamm nerzh kalon : barrek eo an dud d'en em dommañ an eil re ouzh ar re all daoust d'an darvoudoù pe, marteze, abalamour dezho. Gwerzhet e vez ar skouerenn 20 €.

Aet eo Pier-Mari Louz da Anaon un nebeud amzer goude embannadur al levr. Ra vo gwenn e ved !

Hervé Lannuzel

Kenavo, Per…



DR

Per ar Bihan.

Les lecteurs du *PB* ne trouveront plus la chronique de Marzhin Grogenneg à cette place, ni les poèmes de Per Diolier. Ces deux-là étaient les frères jumeaux, les doubles, de notre ami et camarade Per ar Bihan. Per nous a quittés le 15 mai dernier, après une dernière contribution à *Pobl Vreizh*. Dans le numéro du *Peuple breton* de novembre 2003, on trouvera, à côté de l'article qu'il consacrait à son ami Ronan Huon, disparu un mois plus tôt, l'histoire de sa propre vie de militant et d'écrivain breton. Citation : « Adhérent de l'UDB, je reste avant tout un militant culturel. Mais littérature, économie ou politique, il s'agit bien d'un même combat. » Évoquer le long combat de Per, c'est évoquer le nom des amis avec lesquels il a tant œuvré : Andrev Latimier, Glaoda Millour, Ronan Huon, Per Denez… et bien d'autres.

Per était un homme à la fois discret et attentif aux autres, tolérant mais ferme dans ses convictions, solide dans son engagement. Son talent était à la mesure de sa modestie, c'est-à-dire grand. « *Bourbouilh dour ar stêrig / war ar vein / diastal er sioulder / a luskell va melkoni…* Le murmure de l'eau / sur les pierres du gué / dérange le silence / parle d'éternité. » En conclusion de la préface du dernier recueil, bilingue, de Per Diolier, *Trema heolioù kuzhet / Vers des soleils cachés*, Per Denez écrit : « Grand voyageur, à bicyclette pour être plus près de la nature, Per continue son voyage – citation – *trema an dremmwel, ha pelloc'h / vers l'horizon et plus loin*. Nous l'accompagnerons. » En relisant ses poèmes.

Herri Gourmelen

Ar Skorv (12)

Ar roue Salaün (873)

En ur bas Laoulan e taol ar Skorv ur sell
Doc'h an ilizig kozh, doc'h ur Roue hag ur mell
Soudard erminiget ha kurunenn ur Roue.
Salaün 'n hani eo kizellet èl un doue.
E Silieg e pasas hag amañ e varvas.
E Merzher Laoulan ar gweled a gollas.

Hon Roue Meur emañ bet hep bout ur skuilhour gwad
Hon Roue Meur lugernus hep rostiñ ar pobloù
Hon Roue Meur ivoulus evit difenn ar glad
Hon Roue Meur kennerzhus ha mestr àr hon harzoù .
Roueed ha Duked vras hon eus bet un toullad
Eñ eo bet ar brasañ e korf seizh kant vlezad.

Ur soudard emañ bet hag ur pezh a soudard
Flajennoù Breizh, manezioù Breizh surentezet.
Goude bout bet flastret get ar Franked trubard
'Voe savet c'hoazh o fenn get an holl Vretoned.
Salaün 'yae a-raok ha Charlez a gule
Breizh 'yae àr greskaat ha Charlez a golle.
Ar mor bras kounnaret, an avelioù fumet
'Foete kement tachad, 'foete ar soudarded
O c'hase d' ar Reter get o c'hezeg brudet.
Avelioù ar c'huzh-heol 'skube an avel viz
Soudarded Salaün 'skube an enemiz
A gemere Laval, a dostae da Baris.
Karget ar c'harradoù get lan a zaredoù
Breton oa pep marc'heg ha breton kement jao
Goût a rae pep hani an eil doc'h an arall
Pa skrimpelle unan, e skrimpelle an 'all
Dre an oabl e neijent pa oa bourdet ar Frank
Daredoù a vannent ag a doulle hep mank.

Argadoù en un taol ha faos kuladennoù
Korntroiñ ha diskorntroiñ, ar Frank 'wel an Ankoù !
An eil a chom sanket hag egile a you
An eil zo divhar plom, egile divaskell
An eil zo dic'helloud dirak ar gwall avel
Ar marc'heg hag ar jao a lañs o dañs a bell.

Achu eo ar barrad. Ar jao a vouet ar prad
Kuit a bompad.
Ar marc'heg en skrivell evit e labour vad
Kuit a bompad.

****

Ur soudard emañ bet hag ur mell a unan
Bord ar mor e krened, ar re vras pe vihan
Bord ar mor e krened dirak ar Vikinged
Ag an Nort e oant daet, hag an holl spontet !
Ag ar vrumenn e taent, ne welent ket mo' at
Na liv ruz mouk ar gwad, na liv glas ar gwazhiad

E bro ar brumennoù o doa desket bout kriz
Brutal eh aent d' an dud èl bleidi e furi
Pa savent un aber, pa gavent un tamm kêr.
Na krouadur na krennard na mem mamm gozh tener
Ne oa un harz dezhe. Troc'hiñ ha skuilhañ gwad
– Baradoz ar c'higer – kement-se 'oa d' o grad.



Foto Umivem

Ar roue Salomon en iliz Lanwelan (Mor-bihan).

E Naoned pell e-raok o doa diskoeit o fas
Bodet oa ur yoc'h tud e korf an Iliz vras
E peoc'h da ouel Sant-Yann. Setu d' ar gouloù-deiz
Houlenn arloup digoulz an alouberion ouez
Ha dre an norioù koed ha dre ar fenestroù
E frammont en iliz e kreiz ar pedennoù.

Toulliñ ha didroc'hiñ, toulliñ ha dibenniñ
Ar bagadoù oaned hag a oa é pediñ
A oa eno bodet é selaou o Fastor.
Daousto d' an hucherezh, daousto d' ar re doc'hor
E padas an Eskob get al lid é komañs.
An Aberzh a werso, an Aberzh a-vremañ

Ar gwad skuilhet pell-zo, ar gwad skuilhet amañ
Ur vamm é oueliñ dec'h, hag e vammoù bremañ
Ar c'halvar e'it Jezus, ar gountell e'it e re
An Eskob a soñje, an Eskob a wele
E pade hent ar Groez, e pade hent an Droug.
E dro a oa é tont. Astenn a raas e souk.

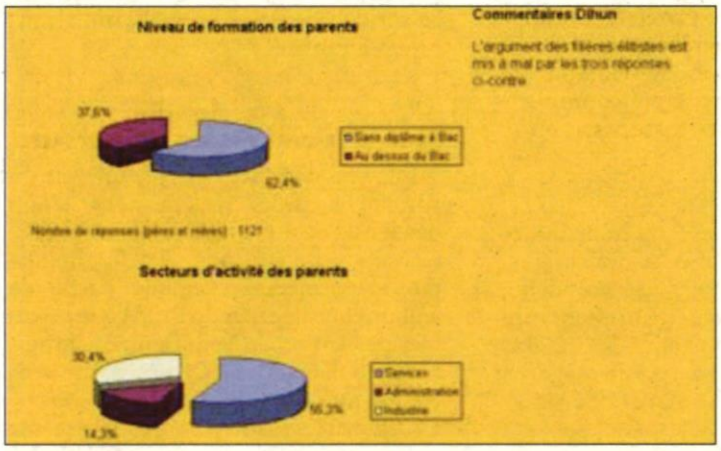
par Alain Cedelle
acedelle@yahoo.com

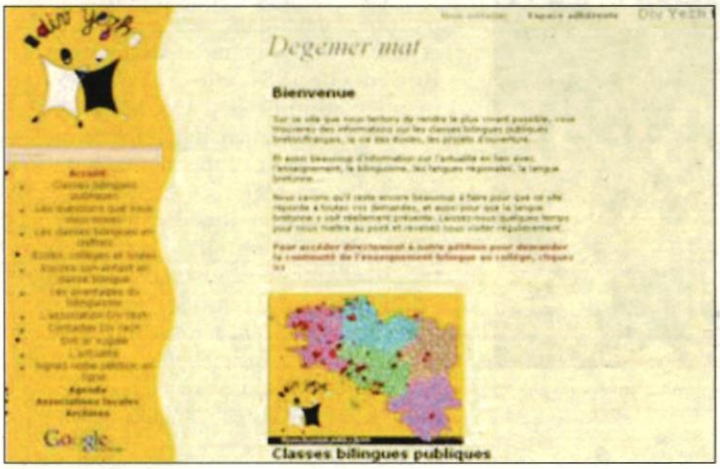
À l'occasion de la nouvelle manifestation pour la culture bretonne, petite revue de la triade des écoles en breton.

Dihun ? ➢

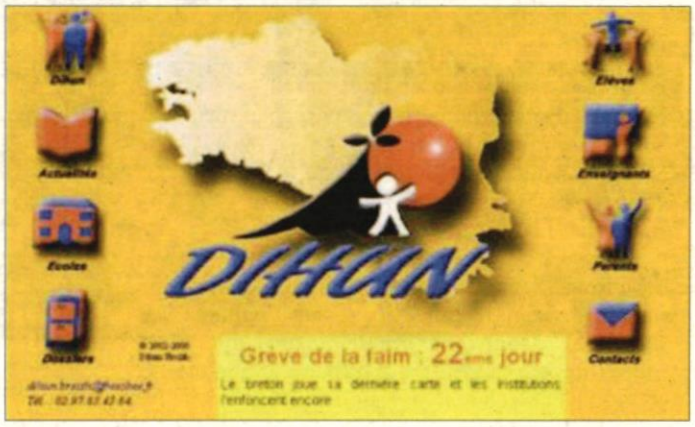
Récemment mise en avant par la grève de la faim de son président, l'association Dihun est à la base de tout ce qui se fait dans l'enseignement catholique pour le développement de l'enseignement bilingue breton.

Le site donne quelques aperçus des méthodes d'enseignement et de l'intérêt du bilinguisme précoce. On peut aussi y trouver la répartition géographique des écoles et les effectifs. Dans une partie « dossiers » sont rassemblées plusieurs intéressantes rubriques,





div-yezh.org



www.dihun.com

comme cette enquête : « Qui sommes- nous ? », sondage fait auprès de 570 familles des filières bilingues catholiques du Morbihan. Les résultats prouvent que ces filières n'ont rien d'élitiste, avec par exemple 37 % de parents diplômés au-dessus du bac, et pas plus de 26 % d'enseignants ou de cadres.

On trouvera également le dossier complet sur la rentrée 2005 de tout l'enseignement bilingue, tel que publié tous les ans dans Le *Peuple breton*.

En rubrique actualités, quelques éléments de breton, un zeste de grammaire et de vocabulaire permettent un premier contact avec la langue.

➢ ? Div Yezh

Le site de l'association des parents d'élèves pour l'enseignement du breton à l'école publique se présente dans des couleurs semblables au site précédent.

Une carte interactive affiche précisément les communes qui disposent d'un site bilingue public. Plusieurs articles de linguistes expliquent les avantages du bilinguisme.

Le fonctionnement des classes bilingues est présenté de façon succincte. Une pétition est disponible en ligne pour demander partout la continuité de l'enseignement au collège.

Diwan Breizh ➢

La mobilisation pour le 3 juin est à la une de la page d'accueil de Diwan. Le dynamisme des écoles associatives transparaît dans la présentation de son site qui met l'accent sur l'information : annonces, communiqués, affiches et coupures de presse.

On trouvera également ici une description de l'enseignement bilingue par immersion, ainsi que la répartition des écoles. Celles-ci sont présentées sous forme de listes et d'une carte assez sommaire.

La rubrique « Diwan en chiffres » manque d'une mise à jour, les effectifs indiqués étant ceux de la rentrée 2003.



www.diwanbreizh.org

Les vingt-cinq ans de



L'ALE s'est réunie dans l'hémicycle du Parlement européen à Bruxelles.

Réunie à Bruxelles dans l'hémicycle du Parlement européen le 11 mai, l'Alliance libre européenne (ALE) a d'abord tenu son assemblée générale annuelle. Puis, l'après-midi, devant un parterre de plus de 500 représentants venus de différentes régions européennes, parlant 25 langues et représentant 33 partis autonomistes ou nationalistes démocratiques en Europe, a été commémoré le vingt-cinquième anniversaire de la création du parti européen, où l'UDB représente la Bretagne.

L'assemblée générale de l'ALE

Après des remerciements à l'UDB pour l'organisation de l'assemblée générale précédente en 2005 à Rennes, de nouveaux membres ont été admis : Aalands Framtid, organisation d'Aaland, archipel autonome de langue suédoise sous souveraineté finlandaise, Enotna Lista, de la minorité slovène du sud de la Carinthie en Autriche, et Moravané, organisation des Moraves en République tchèque.

Puis le bureau été remanié : Franco Piretta, du Parti sarde d'action, démissionnaire, est remplacé par Fabrizio Comencini de la Ligue Fronte Veneto. Le trésorier de l'ALE, du Mouvement autonome silésien, ayant démissionné, est remplacé par François Alfonsi, du Parti de la nation corse. Le règlement intérieur est modifié avec une mention explicite de l'interdiction faite à l'ALE, parti européen, de financer les partis qui en sont membres. Il est décidé aussi que la prochaine AG aura lieu au Pays Basque, à l'invitation d'Eusko Alkartasuna (EA). Une subvention est versée à EFAY (European Free Alliance Youth), l'organisation des jeunes des partis de l'ALE. EFAY avait tenu son assemblée générale la veille ; Jean-François Monnier y représentait les jeunes de l'UDB.

Plusieurs motions ont été votées. La première, présentée par Nelly Maes, membre de Spirit, parti flamand, présidente de l'ALE, portait sur le modèle social européen ; elle professe que « l'Europe doit mettre dans ses projets la création d'un système comparable au système monétaire européen, qui favorise une harmonisation progressive du système social européen par le haut et une répartition équitable des richesses ». La deuxième portait sur le trafic des êtres humains, et notamment des femmes et des enfants, présentée par Jill Evans, vice-présidente galloise de l'ALE, députée européenne du Plaid Cymru, qui a évoqué les actions contre la prostitution en Allemagne à l'occasion de la Coupe du monde de football.



Photo R@Pa/Philippe Sour.

Sur les travées du parlement, au centre : Robert Pédron, Nicole Logeais et Yann ar Pabl, tous trois membres du bureau politique de l'UDB.

La motion sur l'avenir de l'ALE, introduite par Bernat Joan, député européen de l'Esquerra republicana de Catalunya, vice-président de l'ALE, précise que « l'ALE encourage la Commission européenne à élargir son Plan D3 (démocratie, dialogue et débat) en un Plan D5, la lettre D devant aussi inclure les principes de diversité et de décentralisation/dévolution ». La motion sur la subsidiarité, présentée par Neil MacCormick, ancien député européen du Scottish National Party, rappelle que « l'Europe n'est pas faite seulement de l'Union et des États membres, mais aussi des nations, régions et communautés sans État ou non reconnues », et demande que les parlements des régions autonomes à l'intérieur des États soient davantage impliqués dans le système institutionnel européen.

Au cours de cette assemblée, Alexander Salmond, leader du SNP, a prôné une Europe élargie, dans le respect des petites nations dûment représentées. Begoña Lasagabaster, députée basque d'EA aux Cortes et secrétaire de l'ALE, a rappelé que son parti s'est toujours prononcé pour la voie politique en vue de la reconnaissance du droit des Basques à l'autogouvernement. L'assemblée a apporté son soutien au processus de paix et de normalisation politique en Euskadi.

La célébration du vingt-cinquième anniversaire

Elle s'est déroulée dans l'hémicycle du Parlement européen, largement rempli par les délégations des partis de l'ALE. Certaines délégations étaient importantes, formées en grande partie de jeunes, comme celles du Plaid Cymru gallois, de l'Union du Sud-Tyrol, ou de Spirit, parti flamand. L'UDB était représentée par une délégation de dix personnes. L'ALE a été constituée en 1981 comme une association de coopération de partis politiques défendant les droits des régions et des nations. Dans sa déclaration de Bruxelles de 1981, elle déclarait que « la manière appropriée d'accéder, de façon humaine, à la dimension européenne est de construire l'Europe sur la base des peuples et des régions ». En 1994, l'ALE s'est constituée en une fédération de partis, conformément aux dispositions du traité de l'Union. Le 26 mars 2004, à Barcelone, elle a été refondée comme parti politique européen, selon la nouvelle réglementation ; officiellement reconnue en octobre 2004, l'Alliance regroupe 33 partis, de 14 États ; 25 langues y sont parlées.

L'ALE prône une union européenne de peuples libres et solidaires, fondée sur le principe de subsidiarité ; elle œuvre en faveur de la protection des droits de l'homme et des peuples, de l'environnement et de l'abandon de l'énergie nucléaire au profit de sources d'énergie alternatives, de la construction d'une société juste et solidaire, de la réorientation d'une Europe trop marquée par une conception nettement économiste et centraliste ; elle prône une action politique exclusivement fondée sur la démocratie ; elle demande la participation des régions constitutionnellement dotées de compétences propres aux réunions du Conseil des ministres pour les matières qui relèvent de leur compétence, l'accès direct des régions et

l'Alliance libre européenne (ALE)



Photo Éliane Leclerq

La délégation UDB avec Nelly Maes, présidente de l'ALE.

des nations historiques à la Cour de justice européenne, des réformes démocratiques des institutions européennes et le renforcement du Comité des régions, la défense de la sauvegarde de la diversité linguistique et culturelle au sein de l'UE.

La commémoration a été ouverte par Ian Hudghton, député européen du SNP, président du groupe parlementaire européen de l'ALE, qui a remarqué que les groupes nationaux présents à l'ALE sont bien représentés en fait au Parlement européen, mais… par des représentants des États. Nelly Maes a rappelé qu'il y a vingt-cinq ans l'ALE ne comptait que neuf partis…

Un livre consacré à l'histoire de l'ALE sous le titre *European Free Alliance : Voice of the Peoples of Europe. The First 25 Years (1981-2006)*[1] a été présenté par Günther Dauwen, co-directeur de l'ALE et coordinateur de l'ouvrage, qui a insisté sur la nécessité de construire l'avenir en tenant compte du passé. L'intérêt de l'histoire a été rappelé par le directeur de l'ADVN (centre d'archives, de documentation et de recherche, organisme flamand indépendant) dont un membre a écrit cette histoire de l'ALE. Puis eurent lieu plusieurs interventions sur l'histoire de l'ALE. Max Siméoni, ancien député européen, a rappelé de façon émouvante ce que l'action internationale a apporté à la Corse de 1975 à 1981; pour lui, l'ALE a gardé le même esprit mais doit faire face à de nouveaux défis. Camilo Nogueira, ancien député européen du Bloque nacionalista galego (Gallice), a estimé que l'UE est en elle-même une révolution ; il a plaidé en faveur du Oui au TCE et a déclaré que la transition en cours en Espagne vers un État plurinational montrera la voie à suivre en Europe. Selon Eva Klotz, du conseil de l'Union du Sud-Tyrol, les jeunes feront en sorte que l'impérialisme et le colonialisme n'existent plus. Pour Jaak Vandemeulebroucke, ancien député européen flamand de la Volksunie et ancien président de l'ALE, l'enthousiasme de départ est resté entier ; la défense de la diversité depuis 1981 est devenue prémisse de l'adhésion de nouveaux États et il a souhaité une meilleure cohésion des autonomistes, rénovateurs de la démocratie européenne.

Plusieurs interventions ont porté sur l'avenir de l'ALE. Geert Lambert, président de Spirit, a souhaité que les parlements régionaux aient l'audace d'intervenir sur la subsidiarité. Bernat Joan, vice-président de l'ALE, après avoir rappelé que le futur est la seule chose que nous puissions changer, a rejeté la prégnance des seuls États. Tatjana Zdanoka, membre individuel de l'ALE, députée européenne du Parti pour les droits de l'homme dans une Lettonie unie (parti des russophones de Lettonie, souvent privés de tout droit), a précisé que l'élargissement de l'UE a apporté 20 % de population, mais 100 % de minorités ethniques en plus, ce qui appelle de nouvelles mesures. Le président de l'EFAY, rappelant que certains de ses membres ont l'âge de l'ALE, considère que l'Europe est trop loin des problèmes des citoyens ; l'Europe des États ne comblera pas le fossé ; il faut donner la parole aux peuples sans voix. La séance est close par Begoña Lasagabaster qui dit son émotion devant le travail à faire et par la présidente Nelly Maes qui souhaite que l'Europe ne soit pas l'annexe des USA et de leur culte inégalitaire de la libre croissance, et que l'autonomie vaille aussi pour les Kurdes ou les Sahraouis…

Yves Jardin

1. Livre disponible pour 15 € auprès de l'ALE (www.e-f-a.org).

Un jour avec...
Du lycée de Carhaix

En septembre 1976, quand je me suis présenté devant la première terminale de ma carrière, la terminale C du lycée de Carhaix, pour enseigner la physique et la chimie, je n'imaginais pas que j'allais retrouver, trente ans plus tard, un de mes élèves d'alors sous les feux de l'actualité, en l'occurrence Yannick Vallée, brillant chercheur en chimie, devenu premier vice-président de la Conférence des présidents d'université, et l'un des interlocuteurs du Premier ministre et du ministre de l'Éducation nationale pendant les évènements liés au CPE.

Malgré son emploi du temps surchargé par la fin d'une année universitaire où il faut malgré tout réussir à organiser les examens, Yannick Vallée a bien voulu répondre aux questions du *Peuple breton*.

C.P.



Photo université de Grenoble 1.

Yannick Vallée.

Yannick Vallée est né à Carhaix en 1959. Il a vécu à Plévin (commune des Côtes-d'Armor, proche du Finistère) où il est allé à l'école primaire, puis il a continué ses études au collège et au lycée de Carhaix : « Je garde le souvenir d'une enfance heureuse, bien entouré par ma famille, en particulier ma mère. J'ai toujours aimé l'école, l'idée d'apprendre, même si j'étais sans doute un peu trop dilettante parfois. »

L'année du bac, Yannick choisit l'option breton, comme plusieurs élèves de la classe, choix né du contexte familial. « La famille de ma mère était originaire du coin. Ma grand-mère maternelle parlait presque exclusivement le breton. Ma mère était bilingue. J'étais donc entouré d'une atmosphère bretonnante. J'ai pris option breton en terminale. Le prof était Francis Favereau (qui m'enseignait aussi l'anglais). Certes "Vallée" ne sonne pas très breton. C'est pourtant un nom de famille typique de la partie francophone de la Bretagne (et de la Normandie). Rien à voir avec mes actuelles vallées alpines ! »

Une UDB très présente à Carhaix

Pendant son année de terminale, Yannick adhère à l'UDB. À cette époque, le lycée de Carhaix était un peu ce qu'on pourrait appeler un « nid UDB ». En plus de Francis Favereau, maintenant à l'université de Rennes 2, on trouvait aussi comme professeur en terminale C Iffig Rémond, futur maire UDB de Saint-Hernin. Bien sûr, ces enseignants ne profitaient pas de leurs cours pour faire de la propagande politique, mais leur engagement était connu.

« L'environnement a joué un grand rôle. L'UDB était très présente à Carhaix, en particulier parmi les enseignants du lycée. Il était assez logique que le jeune "intellectuel de gauche" que j'étais, avec une fibre "celte", adhère à ce parti. Je n'ai guère milité qu'un an. Déjà à Rennes, je ne militais plus. Puis il y a eu Caen et Grenoble... Je me souviens d'avoir participé à un défilé à Nantes pour le rattachement de la Loire-Atlantique à la région Bretagne. »

Si Yannick ne milite qu'un an, c'est qu'après le bac il part en prépa scientifique (math sup) au lycée Chateaubriand à Rennes. Le rythme de travail n'y permet guère un engagement politique. Yannick y côtoie des élèves venant aussi bien des "grands lycées" que de "petits lycées", comme Carhaix, ce que certains jugent parfois pénalisant. « Je ne me suis pas senti particulièrement défavorisé. Même si on ne peut pas dire que ce soit le moment de ma vie que j'ai le plus apprécié. Je ne suis pas un fana du bachotage intensif... Mais je ne vois pas bien pourquoi il serait plus difficile de réussir en sortant d'un lycée comme celui de Carhaix, plutôt que d'un grand lycée rennais ou quimpérois. »

La médaille de bronze du CNRS

Après ses 2 années de prépa, Yannick intègre l'École nationale supérieure de chimie de Caen. Il s'y spécialise alors en chimie du soufre et passe son doctorat. « Après ma thèse, j'ai obtenu un poste au CNRS. J'ai alors travaillé sur la synthèse de petites molécules qui n'existent pas sur terre dans des conditions normales. Certaines d'entre elles peuvent exister dans le vide interstellaire (pas si vide que ça !). C'était assez fascinant de travailler sur un tel projet mélangeant chimie, physique, astronomie — et même biologie, puisque certaines de ces molécules ont peut-être été à la base des premières briques de la vie. Bref, une recherche très fondamentale et bien loin d'applications immédiates. »

En 1993, Yannick Vallée obtient une médaille de bronze du CNRS (la médaille de bronze récompense le premier travail d'un chercheur, qui fait de lui un spécialiste de talent dans son

Yannick Vallée
à la présidence de Grenoble 1

domaine, elle représente un encouragement du CNRS à poursuivre des recherches bien engagées et déjà fécondes). L'obtention de la médaille a, bien sûr, eu une incidence sur la suite de sa carrière. « Ces travaux m'ont effectivement valu une médaille du CNRS et donc directement une bonne reconnaissance du milieu des chimistes. En particulier, lorsque j'ai postulé à un emploi de professeur des universités, elle a été un "plus" non négligeable. Elle a dû être utile, pour que les Grenoblois me repèrent !

« À Grenoble, j'ai créé une équipe de synthèse organique. Nous fabriquions des molécules biologiques, avec l'objectif d'en trouver une qui soit un jour un bon médicament. Évidemment, ce n'est pas simple. Mon équipe continue à travailler sur ces sujets. Mais je n'y participe plus beaucoup. La vie de président éloigne de la paillasse. »

« Je crois à l'Université »

En effet, en 2002, Yannick devient président de l'université Grenoble 1, avec un mandat de cinq ans. En janvier 2005, il postule à la fonction de premier vice-président de la Conférence nationale des présidents d'université, le président étant le ministre. À 46 ans, il est élu pour deux ans à ce poste.

« J'ai postulé à la présidence de Grenoble 1 puis à la responsabilité de la CPU sans doute d'abord parce que je crois à l'Université et que son image est assez souvent déformée. On la présente un peu comme une "deuxième division". J'ai du mal à accepter ça. Je suis même persuadé que le mythique "ascenseur social à la française" ne redémarrera que si les universités peuvent donner la pleine mesure de leurs possibilités. Je dis mythique, en parlant de l'ascenseur social, parce que ça fait belle lurette qu'il est arrêté. Il était bien plus facile pour un petit Breton de réussir (grâce à l'école) dans les années 70, que pour un beur de banlieue aujourd'hui. Et puis je suis resté chercheur, et l'on méconnaît trop le rôle majeur de l'Université dans la recherche. »

Un mouvement anti-CPE fort en Bretagne

Arrive alors la crise du CPE. Yannick Vallée intervient beaucoup dans les médias. Il est de ceux qui demandent instamment le retrait du CPE, parce que le malaise des jeunes devant cette réforme implique son abandon. Pour tous ceux qui l'entendent, il est de toute évidence très proche des préoccupations des étudiants. « Il est naturel qu'un président d'université soit à l'écoute des étudiants, et il était naturel que nous tirions la sonnette d'alarme, même si je reste persuadé qu'il n'était pas dans mon rôle de prendre position pour ou contre le CPE. »

La Bretagne a été pour une bonne part à l'origine de la contestation. Le terme de contestation est d'ailleurs préférable au mot combat qu'on a pu lire ici ou là, puisqu'à part à Rennes 2 et à Nantes il n'y a pratiquement pas eu de casse en Bretagne. « C'est vrai que le mouvement a été fort en Bretagne. Depuis les Bonnets rouges, la Bretagne est terre de contestation ! Les paysans bretons sont eux aussi souvent très contestataires. Il y a donc peut-être une ambiance générale contestatrice. Je crois, par ailleurs, que l'existence d'un groupe très engagé à Rennes 2 a permis au mouvement de cristalliser. Ce même groupe s'était déjà mobilisé (à tort à mon avis) contre la réforme licence-master-doctorat. Mais une analyse fine est difficile. La précarité n'est pas plus forte en Bretagne qu'ailleurs. Peut-être que les diplômes y sont perçus comme encore plus importants (voir, par exemple, la réussite au bac en Bretagne, qui reste la meilleure de France, devant l'académie de Grenoble, d'ailleurs). Le CPE, interprété comme une remise en cause des diplômes, a pu alors être vécu comme encore plus agressif dans cette Bretagne, terre de diplômés. »

Servir...

Yannick Vallée est donc vice-président de la CPU jusqu'en 2007, président de Grenoble 1 également jusqu'en 2007. Qu'en est-il de son avenir ? Est-il dans la chimie ? Dans les instances universitaires ? Comment voit-il son propre avenir ? « Je ne me suis jamais posé beaucoup de questions sur mon avenir. Je fais partie de cette génération à qui l'école a évité le chômage et la précarité. Quant à la chimie, elle est déjà loin. On verra bien ! En tout cas, j'espère être utile. »

Propos recueillis par
Christian Pierre

Bulletin d'adhésion

Prénom .....

Nom .....

Adresse .....

.....

.....

.....

.....

A adresser à
UDB BP 80722 44007 NANTES cedex 01
avec un chèque de 24 € minimum

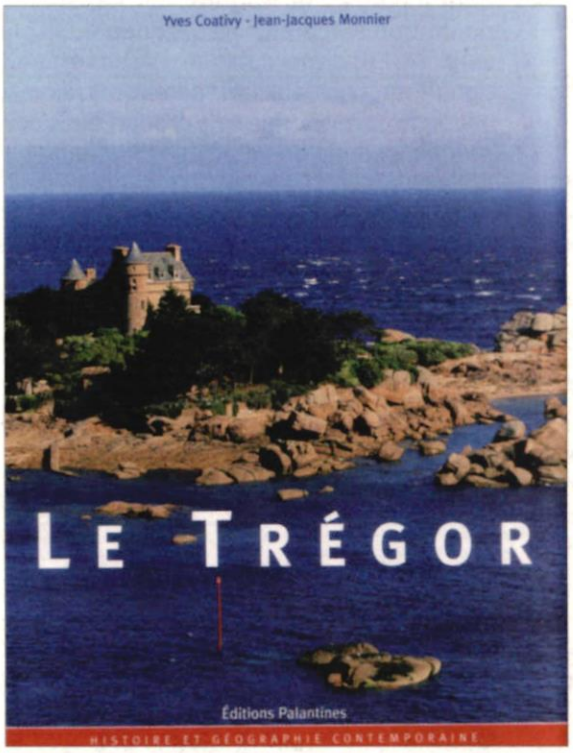
Rejoignez l'UDB !

Notre livre du mois

Le Trégor

Yves Coativy, Jean-Jacques Monnier

Éditions Palantines



On pourrait penser que je n'ai ici aucune objectivité, puisque je connais personnellement les auteurs de ce somptueux travail. J'ai été le collègue d'Yves Coativy, Trégorrois d'origine, à l'université de Bretagne occidentale à Brest. Je sais ce que l'école historique bretonne doit déjà à ce médiéviste, certainement le meilleur connaisseur actuel des monnaies bretonnes. Je connais Jean-Jacques Monnier, habitant le Trégor depuis 34 ans, autre historien, géographe de surcroît et spécialiste de l'étude du comportement électoral des Bretons. Je le connais et, de plus, j'en suis le camarade, puisque Jean-Jacques fut longtemps le responsable du *Peuple breton* et continue à y écrire…

Pourtant cette recension n'est le résultat d'aucune complaisance. Et à lire *Le Trégor*, vous verrez que c'est vrai. Lorsque j'ai reçu cet ouvrage, la qualité de sa présentation m'a d'abord frappé : sous une couverture cartonnée, plus de 230 grandes pages sur beau papier, très richement illustrées d'une foule d'illustrations dont plus de la moitié sont inédites ! C'est dire qu'ici c'est de découverte qu'il s'agit, celle d'un *bro*, un de ces pays qui ont si fortement marqué l'histoire, la sociologie et le caractère de notre Bretagne. Notons d'ailleurs qu'il s'agit de la première histoire du Trégor.

Jean-Jacques Monnier ouvre le livre par un « Vous avez dit Trégor ? » très intéressant. L'identité du Trégor n'est ni officielle, ni administrative. Ce qui ne l'empêche pas d'être bien réelle (310 raisons commerciales affichent ce nom !) Et son breton (évoqué par Fañch Peru) est bien reconnaissable à son accent. 127 communes, près de 200 000 habitants, un littoral d'exception, mais aussi un arrière-pays typé : voilà le terrain d'études de nos deux spécialistes.

Yves Coativy traite de l'histoire de ce pays, des origines (l'architecture grandiose du cairn de Barnenez est présentée par Michel Le Goffic) jusqu'à la période napoléonienne. L'arrivée des Bretons, la mise en place de l'évêché de Tréguier, saint Yves (trégorrois, lui aussi !) : autant de pages passionnantes. Jean-Jacques Monnier accorde une place de choix à l'histoire plus récente de la région, notamment à la Seconde Guerre mondiale et à la Résistance. L'auteur replace toujours cette histoire dans son contexte breton, évitant le localisme et rendant la lecture encore plus intéressante.

Mais il n'y a pas que l'histoire dans ce livre. On y trouve aussi la géographie, les sites, le Trégor des peintres (20 pages remarquables, dues à Denise Delouche, bien sûr). Et aussi l'économie, les réussites dans ce domaine, Pleumeur-Bodou, Lannion (c'est ici que s'est longtemps concrétisée la vocation électronique de la Bretagne) et les incertitudes de l'avenir. Politique et culture sont étudiées également. Et l'ouvrage se clôt sur 25 pages de toute beauté, dues à J.-J. Monnier, sur l' « environnement sublime et fragile ».

Bref, le livre des deux amoureux d'une terre. Découvrez-la sur leur pas : vous ne le regretterez pas !

Ronan Leprohon

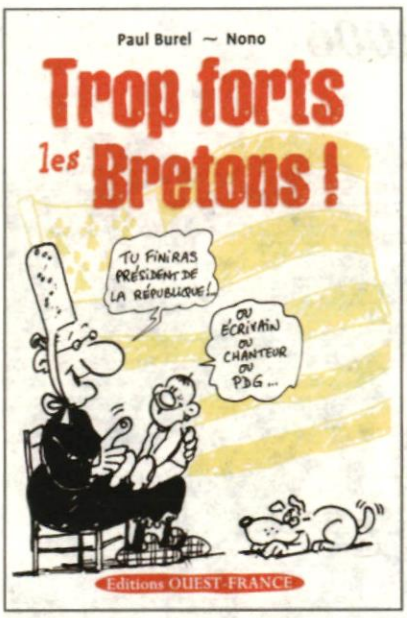
(Éditions Palantines, 238 p., 59 €).

Nous avons reçu…

et nous vous en parlerons si la place le permet :

- **Éric Dumont** – ***Toulon-sur-Seyne***, Éditions Liv'Poche, 11 €.
- **Anatole Le Braz** – ***Le Gardien du feu***, Éditions Liv'Poche, 9 €.
- **Lucienne Cluytens** – ***Le Petit Assassin***, Éditions Liv'Poche, 9 €.
- **Jean-François Coatmeur** – ***On l'appelait Johnny***, Éditions Liv'Poche, 11 €.
- **Hubert Rublon, Laurence Clauss-Bridel** – ***Papy pêchou***, Éditions Coop Breizh, 10 €.
- **Corinne Jeanneau, Gérard Berthelom** – ***Photographes au XIX[e] siècle***, Éd. Coop Breizh, 40 €.
- **Bruno Geneste** – ***Carnet de neige***, Éclats d'encre, 12 €.
- **Rémy Kauffer** – ***Le Réseau Bucéphale***, Le Seuil, 22 €.
- **Hervé Bellec** – ***Un Bon Dieu pour les ivrognes***, Éditions Coop Breizh, 10 €.
- **Pascal Bresson** – ***Guillaume Seznec, une vie retrouvée***, Éditions Ouest-France, 10 €.
- **Ollivier Levasseur** – ***Histoire de l'huître en Bretagne***, Skol Vreizh, 12 €.

✦ Trop forts les Bretons !



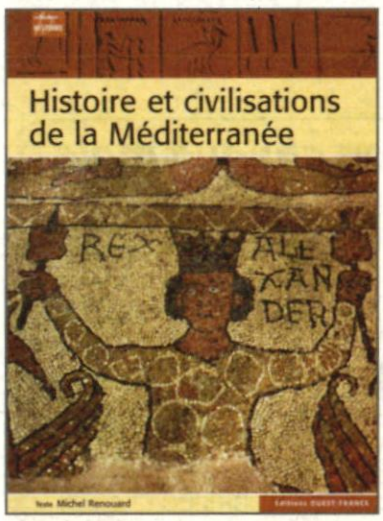
Au premier abord, une impression de déjà vu (et de voulu), ce livre ressemble à *Ils sont fous ces Bretons !* des éditions Coop Breizh. Il est vrai qu'on y retrouve Nono. Mais Paul Burel n'est pas Erwan Vallerie. Et le principe de l'ouvrage est différent : on a ici des entretiens, où les 25 personnalités bretonnes du livre parlent à la première personne, même si les auteurs ont tenu le micro et la plume. Un *Verbatim* breton ? Mais sur le mode plaisant, car Paul Burel n'est pas Jacques Attali et c'est tant mieux !

Le choix des personnalités relève d'« un minimum de parti pris », selon lui. Un gros minimum quand même, car pourquoi les deux pages, sans intérêt, de Jean Le Cam, quand on ne trouve pas Kersauson dans la table des matières? Cependant, au fil des portraits, on y prend goût : on apprend beaucoup de choses des interviewés. Il est fort plaisant de voir ce qu'ils pensent du militantisme breton (ils sont plutôt contre) et de Diwan (ils se disent en général pour)… Bref, un bouquin bien intéressant, et puis il y a tout le talent de Nono, même si les éditions Ouest-France éprouvent le besoin de le présenter comme « dessinateur dans la presse régionale de l'Ouest ». Ça a dû lui plaire, au Nono…

Ronan Leprohon

(Éditions Ouest-France, 207 p., 13 €).

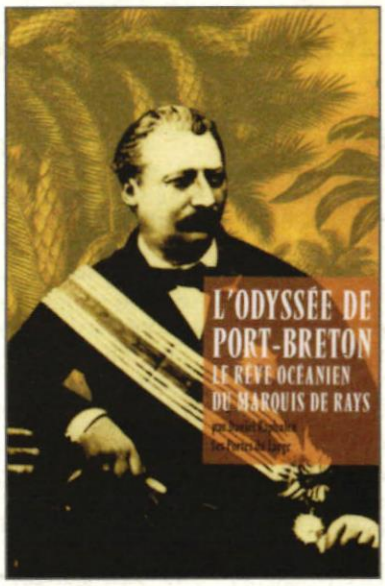
✦ Histoire et civilisations de la Méditerranée



Michel Renouard publie un livre de grande et belle vulgarisation consacré aux civilisations du pourtour méditerranéen, dont il survole aussi l'histoire. L'iconographie, la cartographie et la maquette sont remarquables, à l'honneur de l'édition bretonne. Une synthèse attrayante et accessible, même financièrement, qui intéressera le grand public.

(Éditions Ouest-France, 128 p., 15 €). **J.-J. M.**

✦ L'Odyssée de Port-Breton

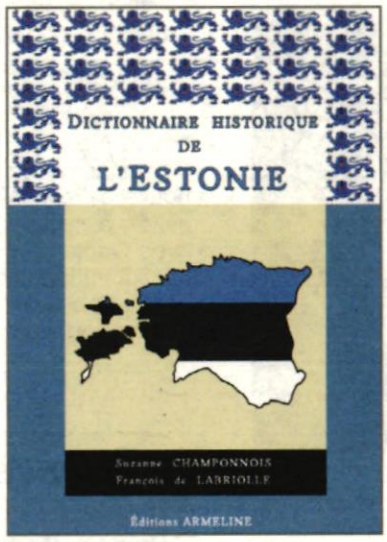


Cet ouvrage de Daniel Raphalen était passé presque inaperçu en 1986 : un faible tirage, vite épuisé. Le PB avait pourtant souligné son intérêt. Le voici réédité, avec de nombreux documents et une belle présentation. Il s'agit de l'entreprise de colonisation lancée en 1877 par le Breton Charles Du Breil de Rays. En trois ans, il envoya plus de 600 colons, souvent en famille, dans une île inhospitalière proche de la Nouvelle-Guinée. Plus de 150 devaient y périr, qu'ils soient bretons, belges, italiens ou allemands. Les survivants partirent souvent en Nouvelle-Calédonie ou en Australie. L'aventurier breton, à l'origine de ce fiasco, avait auparavant quitté un temps le Finistère pour les Amériques, l'Afrique et l'Asie. La justice le condamna en 1884, après son extradition d'Espagne.

Jean-Jacques Monnier

(Les Portes du large, 288 p., 20 €).

✦ Dictionnaire historique de l'Estonie



Les éditions Armeline continuent d'avancer vaillamment sur leurs deux bottes de sept lieues, l'une plantée en Celtie, l'autre dans les pays d'Europe centrale et orientale. Cette fois, elles nous offrent leur troisième dictionnaire. Après la Lituanie et la Lettonie, c'est l'Estonie qui est à l'honneur. Le travail est toujours aussi sérieux, documenté, agrémenté de photos, de reproductions et de cartes. Il complète parfaitement la trilogie et permet de faire plus ample connaissance avec un pays deux fois moins peuplé que la Bretagne et dont les habitants ont, selon les auteurs, Suzanne Champonnois et François de Labriolle, « supporté l'autorité méprisante des barons baltes, et sous l'influence des mouvements nationalistes européens, prirent conscience de leur identité, de leur originalité et de la richesse que constituait leur langue ».

Klaod Thomas

(Éditions Armeline, 300 p., 30 €).

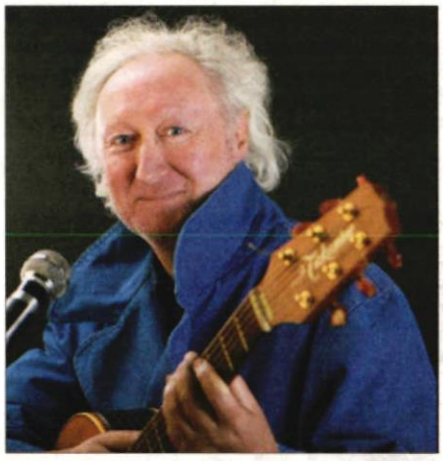
83e édition du Festival de Cornouaille

Kejit e Breizh : 15 - 23 juillet 2006

Une fois encore, c'est sous le signe des rencontres que la 83e édition du Festival de Cornouaille aura lieu du 15 au 23 juillet prochain. Après une édition 2005 très internationale grâce à l'Européade, c'est avec un visuel complètement renouvelé que l'alerte octogénaire file vent arrière, retrouvant le cœur de la ville et faisant la part belle à la jeune génération bretonne.

EN CONSTANTE ÉVOLUTION, même s'il demeure fidèle à sa devise « Sans hier et sans demain, aujourd'hui ne vaut rien », le Festival de Cornouaille reste le lieu incontournable de la culture bretonne, traditionnelle ou résolument moderne. Mais c'est aussi le carrefour de rencontres de l'identité bretonne avec les cultures du monde, car de tout temps la Bretagne a su puiser sa force dans les diversités culturelles. C'est donc sous cette bannière que 2006 ira une fois encore à la rencontre de l'autre.

Plusieurs scènes, comme à l'accoutumée, pour aller applaudir la foule d'artistes qui se presseront durant les neuf jours du festival, avec toutefois une nouveauté, puisque l'équipe organisatrice a choisi (enfin) de quitter les hauteurs de Penvillers pour se recentrer autour de l'Odet.



DR

Melaine Favennec, le plus bigouden des poètes.

C'est donc le tout nouvel Espace Gradlon (couvert) de la place de la Résistance qui accueillera les grands spectacles, tandis que l'Espace Évêché verra défiler une pléiade de musiciens sous les frondaisons à l'abri des remparts.

Et puisque le festival met cette année un coup de projecteur sur la jeune création régionale, cette dernière ne sera bien sûr pas cantonnée aux petites scènes. Ainsi c'est le Hamon Martin Quintet et les frères Guichen qui ouvriront le fest-noz du premier samedi en compagnie d'un couple de jeunes sonneurs très prometteur, An Habask et Chapalain.



DR

Solas, le groupe qui monte.

Puis Gayane, qui a déjà enchanté les spectateurs de la soirée d'ouverture du festival en avril dernier, aura la lourde charge de la première partie de Carlos Núñez, le Galicien sautillant, le dimanche soir. Le mercredi, c'est le quartet Erik Marchand avec Jacky Molard et le Roumain Costica Olan qui partagera la scène avec Norkst, le premier collectif de jeunes musiciens issus de la Kreizh Breizh Akademi, petit clin d'œil à qui l'on sait…

Enfin, le dimanche 23 juillet, Yann Raoul, que l'on a également eu le plaisir d'applaudir lors de la soirée *Talents en scène*, introduira la voix bretonne par excellence, Gilles Servat.

Quelques têtes d'affiche durant la semaine, comme Cesaria Evora, la Diva aux pieds nus du Cap-Vert, les Chieftains, véritable institution irlandaise, le bagad Men ha Tan & Doudou N'Diaye Rose ainsi que le bagad de Briec dans sa nouvelle création *Karamba*. Et enfin, une soirée à ne pas manquer, le lundi 17, avec Orion, un groupe franco-belge de musique irlandaise, et surtout Solas, le plus célèbre des groupes américano-irlandais qui vient de sortir un magnifique DVD/CD à l'occasion de ses dix ans de scène.

À l'Évêché, pourquoi changer une formule gagnante ? Les apéros-concerts de 19 heures et les concerts de 22 heures sont donc reconduits cette année. S'y succéderont, entre autres, Melaine Favennec, le plus bigouden des poètes ; une création du festival Armorythmes autour des percussions de Stok an Dañs et de Marumba, groupe de danses hip hop ; Didier Squiban Quartet ; les Trompettes du Mozambique ; les inénarrables Goristes ; Jacky Molard Acoustic Quartet ; Red Cardell et enfin Awen Magic Land, superbe création du festival autour de Carlos Soto et Maria Desbordes, sans doute une des découvertes les plus originales.

Bref, bien du beau monde cette année encore, des spectacles et animations plus que vous n'en pourrez voir et entendre. De quoi passer neuf journées bien remplies…

P. C.

Recevez le Peuple breton chaque mois

Prénom et nom .....

Adresse .....

11 numéros par an (dont deux spéciaux) : 35 €
Tarif de soutien : plus de 40 €
Étranger : tarifs sur demande
Chômeurs, étudiants : 50 % de réduction

Ci-joint règlement par chèque à l'ordre du Peuple breton
Administration : 9 rue Pinot-Duclos, 22000 SAINT-BRIEUC

Le Testament de Tibhirine d'Emmanuel Audrain

Ce film a été diffusé, malheureusement à une heure tardive, sur France 3 Ouest le 15 mars dernier et sur France 3 national le 18 avril. C'est la dernière œuvre d'un cinéaste breton à la carrière déjà bien remplie.

Une œuvre bien remplie

Emmanuel Audrain est réalisateur de documentaires, consacrant de nombreux films au monde maritime et aux îles atlantiques, notamment celle de Groix, de *Boléro pour le thon blanc* en 1986, jusqu'à *Alerte sur la ressource* en 2002. Il fait preuve dans son œuvre d'une grande capacité d'écoute et de respect. C'est notamment vrai dans *Partir accompagné* (1992) où sa caméra se déplace avec une pudeur exemplaire dans les douze chambres du service de soins palliatifs d'un grand hôpital parisien, où une équipe de soignants et de bénévoles accompagne les malades en phase terminale. Ce respect et cette pudeur, on les retrouve dans *Je suis resté vivant* (1994) sur des enfants de Bosnie de 6 à 15 ans, grièvement blessés à Sarajevo et accueillis en France pour des soins. Cette humanité est aussi présente dans *Le Testament de Tibhirine*.



Photo Emmanuel Audrain, D.R.

Les sept moines de Tibhirine.

Pourquoi ce film ?

Le 29 mai 1996, quelques jours après l'annonce de la mort de sept moines de Tibhirine, assassinés le 21 mai après avoir été gardés en otages pendant deux mois, le testament de Christian, prieur de leur communauté, est publié dans la presse. Emmanuel Audrain est bouleversé par la lecture de ce texte. Deux ans plus tard, accueilli à Nantes par la famille de Célestin, l'un des moines, il décide d'aller découvrir les familles des autres moines et les abbayes d'où ils venaient. Après de patientes recherches et trois séjours en Algérie, il nous fait connaître ces hommes et nous fait comprendre le sens de leur engagement.

Le sens d'une vie

L'assassinat des sept moines est brièvement évoqué. L'historique de leur monastère trappiste, Notre-Dame de l'Atlas, créé en 1938 dans l'Atlas de Blida, est rappelé, ainsi que leur vie et leur travail avec les paysans algériens. Les moines sont évoqués par leur nom sur la porte de leur cellule et par leur activité. Le testament a été rédigé en décembre 1993, sous le beau titre *Quand un À Dieu s'envisage* : des passages en sont lus et montrés. La vie et l'engagement des religieux sont expliqués par des témoignages, ainsi que par des photos.

À une époque où « l'Algérie était devenue un peu folle », ces moines avaient choisi de rester, refusant les mesures de protection proposées. Ils voulaient être frères des uns et des autres, des « frères de la plaine » (forces de l'ordre) comme des « frères de la montagne » (maquisards islamistes). Ils sont allés jusqu'au bout, n'ont pas trahi le peuple algérien, n'ont pas laissé tomber les villageois dont ils étaient frères et ne se sont pas trahis eux-mêmes. Ces hommes avaient choisi, après la guerre d'Algérie, à laquelle la plupart d'entre eux avaient pris part, d'être amis des Algériens. Sans courir au martyre, ils ont combattu, mais sans les armes. Comme les femmes qui continuaient à ne pas porter le hidjab, ils ont dit non à la violence des islamistes, née d'une première violence venue du mépris des gens au pouvoir.

Ils ont voulu s'éveiller à la religion de l'autre, sans vouloir convertir. Ils ont offert aux villageois une salle de prières où était enseigné l'islam. Christian, dans son testament, écrit des mots qu'il importe de citer, en ces temps où l'on mélange islam et islamisme : « Je sais (…) les caricatures de l'islam qu'encourage un certain islamisme. Il est trop facile de se donner bonne conscience en identifiant cette voie religieuse avec les intégrismes de ces extrémistes. L'Algérie et l'islam, pour moi, c'est autre chose, c'est un corps et une âme. »

Une façon de filmer

Dans ce film, il y a peu de musique, sauf quelques airs de luth, peu de mouvements de caméra. Cela donne une grande impression de calme et de sérénité. Lors des interviews, les personnes sont filmées de façon très resserrée, un peu moins dans le cas d'un couple franco-algérien, avec des visages en gros plan, ce qui donne plus de force aux paroles prononcées, en évitant la dispersion du regard. De nombreux plans montrent différents endroits du monastère. Ils évoquent en creux la présence des moines et leur disparition ; c'est notamment le cas d'un escalier, aux marches usées par le passage des pieds. Cela nous renvoie d'une certaine façon à cette prière musulmane que l'on appelle la « prière de l'absent ». À de nombreuses reprises, les images du monastère sont marquées par l'opposition entre les parties éclairées, qui sont parfois des ouvertures, un cadre dans le cadre, et les parties sombres. Il y a également de nombreux contre-jours, des ombres portées, des silhouettes, comme celle de sept arbres sur un ciel crépusculaire, qui renvoie aux moines et aux mots de Christophe parlant de « devenir ces arbres qui existent dans l'obscurité et qui purifient l'air ». Cette opposition entre lumière et ombre renvoie en quelque sorte aux paroles d'un témoin : « Croire qu'une lumière jaillirait quelque part dans la nuit, ce ne devait pas être facile. »

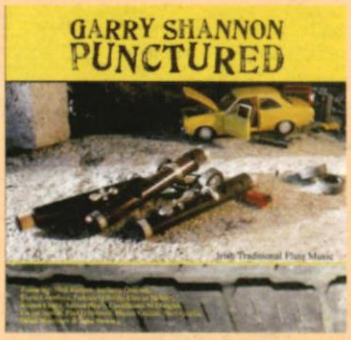
Voyez ce film. Il permet de mieux comprendre, à travers le destin de sept hommes, l'évolution de l'Algérie. Il montre aussi quel enrichissement peut apporter un dialogue sincère et respectueux entre chrétiens et musulmans, entre Orient et Occident.

Yves Jardin

(Renseignements : letestamentdetibhirine.com. Le film doit prochainement être distribué en DVD).

Musiques de Celtie

GARRY SHANNON
Punctured



Après le succès largement mérité de son précédent album *Loozin' air* dont je vous avais entretenu en 2001, voici Garry Shannon de retour avec une nouvelle production **Punctured** (crevé) au nom quelque peu énigmatique. Il n'a attendu que six ans cette fois entre les deux albums au lieu de dix précédemment, et c'est heureux, car le musicien a du talent, c'est indéniable.

Aujourd'hui, il a privilégié les duos avec des musiciens issus pour la plupart du Co. Clare tout comme lui. Ainsi sa flûte s'envole, virevolte et joue aux côtés d'autres flûtistes tels Kevin Crawford, Anthony Quigney ou Niall Keegan. Mais la flûte de Garry brille également auprès du *fiddle*, de la guitare, du *bodhrán* ou du piano de ses amis.

Une foule de traditionnels, bien sûr, mais – plus surprenant – quelques clins d'œil comme la *Flute Song* sur laquelle Garry se lance *a cappella* dans une chanson des plus savoureuses, *Belphaegor*, où une caisse claire répond à la flûte sur une marche fort originale, ou *Bursht*, sur laquelle Garry fait une brillante démonstration de *didling*.

Si sa sœur Sharon est l'accordéoniste *number one* d'Irlande, Garry n'est pas loin derrière au royaume de la flûte, tant sa maîtrise est impeccable, sa dextérité impressionnante et vaste son talent.

(Brick Missing Music BMM 011
www.irish-flute.com)

MUIREANN NIC AMHLAOIBH
Daybreak - Fáinne an lae



Une chanteuse de plus au cénacle de la gent féminine irlandaise. Muireann Nic Amhlaoibh (prononcez Mouirène Nic Owlive) n'a pas trente ans, et c'est la nouvelle égérie du groupe Danú.

Élevée dans les îles de l'Ouest irlandais par un père très investi dans la musique, la jeune Muireann s'initie très tôt au *whistle* et à la flûte de même qu'au *seannós*. Après des études de musique, elle joue et chante dans plusieurs groupes avant d'intégrer Danú que le chanteur vient de quitter. Tout de suite elle apporte un nouveau souffle à ce jeune groupe prometteur.

En 2005, elle se distingue comme meilleure chanteuse d'Irlande, et c'est à ce moment qu'elle décide d'enregistrer un album solo, **Daybreak - Fáinne an lae**, un titre bilingue, puisque Muireann parle couramment le gaélique et l'anglais, les deux langues qui composent cet album de toute beauté.

Mélange de traditionnels irlandais et de textes d'auteurs actuels, l'album fait la part belle à la voix de la jeune irlandaise du Kerry sans que cela nous fasse passer sous silence les deux instrumentaux sur lesquels Muireann fait montre de son talent à la flûte.

Deux de ses amis de Danú l'accompagnent ici, O. McAuley et É. Doorley, de même que les guitaristes G. O'Beirne, S. McGowan, J. Doyle et T. Byrne ainsi que la chanteuse écossaise J. Fowlis. Quarante-six minutes de douceur.

(Compass 7 4428 2
Distribution Keltia)

MARTIN MEEHAN
Three's Company



La nouvelle génération de musiciens irlandais est décidément bien prolifique, puisque voici Martin Meehan (28 ans), dont le frère Paul n'est autre que le guitariste de Karan Casey et Lúnasa.

Tout comme Muireann précédemment citée, Martin a été initié dès l'âge de six ans au *whistle* et à la flûte, par Michael McGoldrick *himself*. Et bon professeur ne pouvait produire que brillant élève, tant le talent de Martin force l'admiration. Car, non content d'exceller à la flûte, il joue aussi du *bodhrán*, instrument avec lequel il a été champion *All-Ireland* à 11 et 13 ans.

Three's Company est son premier album, pour lequel il s'est adjoint les services des meilleurs : son frère Paul et Arty McGlynn à la guitare, Paul Bradley et sa propre épouse Sorcha au *fiddle*, Caoimhín Vallely au piano…

Dès le premier morceau, on plonge directement dans une folle sarabande qui ne s'arrêtera que quarante-cinq minutes plus tard. Les *reels* le disputent aux *jigs* ou aux *hornpipes*. Tout juste si une petite mazurka vient tempérer une telle exubérance. Énergie, puissance, dynamisme sont quelques-uns des qualificatifs qui conviennent à l'album de ce talentueux musicien.

(Autoproduit MM001
www.tradcentre.com/martin)

BRENDAN P. LYNCH
Irish Traditional Fiddle Music from the heart of Fingal



Il existe au nord de Dublin, dans le comté du même nom, une petite région qui répond au joli nom de Fingal, petit coin de campagne à deux pas de la grande ville. C'est du minuscule village de Ballyboughal, un territoire doté d'une forte tradition de musique et de chansons, que nous vient Brendan P. Lynch, énième violoniste de la verte Irlande.

Voici son second album sur lequel, comme son titre l'indique, il fait la part belle aux mélodies et au style musical de sa région d'origine. Déjà vingt-cinq ans que Brendan P. Lynch parcourt le pays pour jouer et enseigner le *fiddle*, et toujours la même émotion à l'écoute de son jeu aérien et énergique tout à la fois.

Vingt et quelques morceaux glanés ici et là au hasard de ses pérégrinations musicales. *Carolan's Draught* y voisine avec *Red-haired Lass*, un *reel* du Fingal, bien entendu.

Si le Donegal ou le Kerry ont depuis longtemps fait leur place auprès des amateurs de musique irlandaise, laissez-vous séduire par ce coin méconnu du comté de Dublin. Le jeu en vaut la chandelle.

(Autoproduit BLCD02
www.brendanplynch.com)

Philippe Cousin

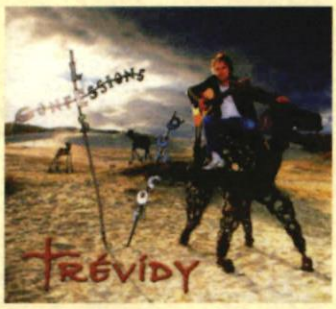
Selaouit

par Pierre Morvan

Encore

Il se passe toujours quelque chose en Bretagne, sur le front du paysage musical. Voici maintenant qu'apparaît un nouveau label, Innacor, dont le nom signifie, en gallo, « Il y en a encore ». Créé par Erik Marchand, Jacky Molard et Bertrand Dupont, Innacor affiche son ambition : devenir le « haut-parleur des cultures de Bretagne et du monde ». Deux disques sont déjà parus, celui du clarinettiste turc Hasan Yarimdünia et celui d'Erik Marchand,* Unu, Daou, Tri, Chtar, *dont je vous parlerai le mois prochain. Et on nous promet d'autres petites merveilles. La musique en Bretagne ? Quand y en n'a plus, Innacor !

TRÉVIDY
Les Confessions d'un con



Disons-le franchement, ce second album n'est pas à proprement parler une bonne surprise, car de surprise, tout simplement, il n'y a point : le premier opus de Trévidy, remarqué, y compris par le jury du Grand prix du disque Produit en Bretagne, était déjà très prometteur[1] et ***Les Confessions d'un con*** viennent naturellement confirmer tous les espoirs d'alors… Olivier Trévidy fait désormais partie des voix bretonnes qui comptent.

Une voix qui ne se cache pas derrière son petit doigt, si vous voulez bien me passer cette image. Trévidy appelle un chat un chat, et un con… un con ! Il ne fait pas de quartier et vide son sac. La chanson est un cri qui lui vient de l'intérieur, il crache tout ce qu'il a sur le cœur : Céline Dion, les soixante-huitards rangés des bagnoles, les grandes surfaces et la société de con-sommation, les chefaillons, la clope assassine, les syndicats qui « *baissent leur froc et puis leurs bras / Devant l'Medef qui à cœur joie / S'applique à flinguer codes et droits / Sans résistance et sans émoi* »… tout y passe, pêle-mêle.

Une voix qui n'est pas sans rappeler à l'occasion celle de Renaud, mais va aussi se balader du côté de chez Brassens quand il lui emprunte ***Misogynie à part***. Et puis, aussi, des textes bien écrits et bien sentis, comme cette virulente ***Poumpapon*** ou ces ***Confessions d'un con*** aux allures de regrets éternels. Et encore une foule d'amis, venus prêter main-forte : le guitariste Patrice Marzin qui signe une réalisation soignée, Michel Tonnerre, Ismaël Ledesma (harpe paraguayenne), l'ensemble Arz Nevez, Gildas Scouarnec (contrebasse) ou Gilles Servat, pour une belle chanson en breton sur le remembrement, ***Kleuzioù brug***. Un humour ravageur, une rage très peu contenue doublée d'une sensibilité à fleur de peau et, au final, un album fort, au goût relevé. Conseillé.

(Laure Productions, Avel Ouest, TREV 002)

RED CARDELL
Naître



Naître… ou quand le grand bal tourne à la grosse fiesta. À la méga teuf. Pour l'occasion, les Red Cardell ont, eux aussi, invité une foule d'amis, venus de partout. Des amis au premier rang desquels on trouve Farid Ait Siameur, que Jean-Pierre Riou croisa au sein de l'éphémère Penfleps et qui chante aujourd'hui dans Taÿfa. Et puis aussi Louise Ebrel, Pierre Sangra, le guitariste de Thomas Fersen, un chœur de chanteuses ukrainiennes, le violoniste Sergly Okhrimchuk, le trompettiste Evgeni Didik, les rappeurs d'Alktraxx, Arnaud Héry et Goulven Le Gall…

Résultat : le dernier-né de Red Cardell est un album d'une grande densité ; c'est touffu, c'est intense, c'est créatif, et, bonheur, malgré tous ces apports venus d'ailleurs, c'est encore et toujours du Red Cardell de la meilleure eau : un mélange de rock-électro-trad à l'efficacité jamais démentie. Avec ici et là des fulgurances et son lot d'émotion, quand, d'un ***Cœur léger***, la voix de Louise Ebrel croise celles du trio ukrainien ou que l'accordéon de Jean-Mich' Moal étire ses sanglots longs. Ou quand des voix collectées voilà fort longtemps – celles de Léonce Létang ou de Marie Dréau – ressurgissent du passé sur des rythmes endiablés.

Rap, voix « samplées », chœurs slaves ou fanfares balkaniques de ***Davaï*** à ***Kazaktchok***, en passant par ***Voir***, ***Là où je vais***, ***Cantine***, ***La Masse*** ou ***La Fête au village***… le nouveau Red Cardell nous offre un foisonnement de mots percutants et de sons multicolores. Une bien belle fête en réalité. ***Naître*** ? Un beau bébé !

(Keltia Musique, KMCD 173)

OUF LA PUCE
Décalage immédiat



La fête encore, et pas qu'un peu, avec un retour espéré, celui d'Ouf La Puce, groupe un peu déjanté, un peu décalé, de la fin du siècle dernier (eh oui !) et qui remet le couvert pour notre plus grand plaisir. Créé par Raoul Goellaen – venu des Pires – et quelques potes, le groupe s'appelait à l'origine Ouf ! la puce respire à l'oreille du monde… un nom un peu longuet, vite raccourci en Ouf La Puce. Après de nombreux concerts et deux albums réussis et salués comme tels, suivis d'un (trop) long silence, le groupe revient donc en ***Décalage immédiat***.

Leur nouvel album balance entre bal de quartier et teuf altermondialiste, entre musette funky, jazz chamarré et belles échappées slaves. On retiendra bien sûr l'ironie distanciée, mais néanmoins efficace, de Raoul, et sa voix aux accents de gavroche monté en graine. On retiendra l'humour tour à tour tendre et mordant des textes des chansons, ***Henry de Nazareth***, ***Jim gueule***, ***Chers cousins***, ou encore ***1er degré*** : « J'en ai marre d'être poli / Et d'entendre la Marseillaise / Chantée par des abrutis ». Avec Ouf La Puce et ***Décalage immédiat***… ça plane pour nous !

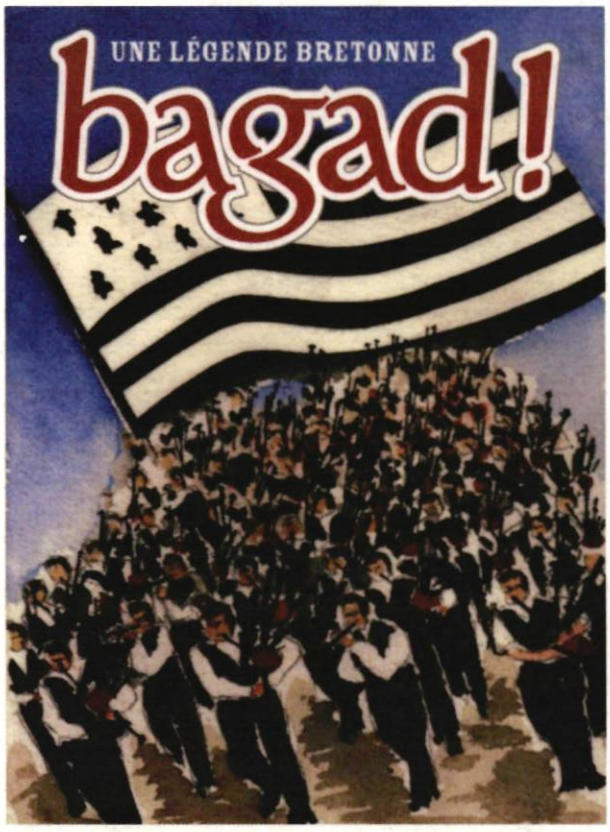
(Idhem Productions)

1. PB *n° 471, avril 2003.*

BAGAD !
Une légende bretonne

Il fallait bien qu'un jour un DVD soit consacré à l'extraordinaire aventure des *bagadoù*. Eh bien, voilà qui est fait ! Et même si 160 minutes ne suffisent pas à faire le tour du sujet, loin s'en faut, la compilation d'images (et de sons !) que nous proposent Gérard Lefondeur (Solidor) et Pathé en livre une excellente approche.

Le premier des films présentés, et qui donne son titre au DVD, est un survol rapide de l'épopée, des origines à nos jours. Des origines pas si lointaines, puisqu'elles ne remontent qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, quand Polig Monjarret crée la BAS (*Bodadeg ar Sonerion*). Le premier bagad porta le nom de Kevrenn de Brest-Plougastel, avant de devenir la célèbre Kevrenn Brest Sant-Mark… Mais c'est du côté de Carhaix que le phénomène vit réellement le jour, quand les cheminots du réseau breton fondèrent leur propre bagad et exportèrent le « concept » (même si l'époque ne causait pas aussi riche !) dans toute la Bretagne et bien au-delà : partout où il y a des Bretons, à commencer par la première des grandes villes bretonnes, Paris ! Alan Stivell, qui raconte l'évolution du bagad des scouts de Paris, le bagad Bleimor, où il fit ses premières armes, mais aussi Dan ar Braz ou Roland Becker donnent leur sentiment sur l'essor inespéré des *bagadoù*. Une aventure qui, bien sûr, est loin d'être terminée : Fabrice Lothodé, *pennsoner* du bagad d'Auray, et Bob Haslé, l'actuel président de la BAS, disent bien qu'il reste encore beaucoup à faire et que les quelque 30 000 musiciens formés depuis cinquante ans à l'école des *bagadoù* feront encore beaucoup de petits…



Le deuxième film, *D'ébène et de roseau*, conduit à Auray, chez Jorj Botula et Hubert Raud. L'un et l'autre ont quitté leur métier d'agriculteur ou de cheminot, pour embrasser celui de facteur. Facteur d'instruments traditionnels ou d'anches, évidemment. On suit pas à pas la construction de cet instrument mythique qu'est la bombarde, dont l'importation en Bretagne remonte, on ne le dit pas assez, aux croisades. Voilà qui devrait dérouter les fiers croisés de la « pureté celtique »…

Bagad, le troisième film, nous fait vivre, avec Dédé Le Meut et ses amis du bagad Roñsed Mor de Lokoal-Mendon, la montée du stress qui saisit les musiciens quand approche le fameux concours, le championnat de Bretagne des *bagadoù*, dont le dernier round se joue chaque année à Lorient, lors du Festival interceltique (FIL). Et l'on suit aussi le *Marathon du Bagad Kemper*, champion incontesté avec 19 titres remportés. Pour terminer, des images du FIL, justement, les prestations des *bagadoù* d'Auray, de Briec ou du Cap Caval et une interview de Bob Haslé… En tout 160 minutes, qui se vivent intensément… À noter que le DVD est accompagné d'un CD audio.

Pierre Morvan

(Solidor, Pathé Distribution)

Mots croisés n° 190

(Toutes les réponses sont en français)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	B	É	C	A	S	S	I	N	E	S
2	R	I	D	■	A	U	D	A	C	E
3	É	R	G	O	S	T	E	R	O	L
4	S	E	I	N	■	U	■	D	S	■
5	T	■	B	D	■	R	U	■	S	A
6	■	B	I	E	R	E	S	S	E	I
7	I	R	■	S	E	S	A	M	E	S
8	S	E	C	■	G	■	G	A	■	A
9	E	I	R	E	■	B	É	L	O	N
10	U	Z	E	L	■	A	■	O	M	D
11	T	H	E	A	T	R	E	U	S	E

HORIZONTALEMENT : 1. Bonnes en dessin – 2. Aber en Bretagne ; Cran – 3. Donne de la vitamine D sous les rayons – 4. Ile bretonne ; Longtemps voiture officielle – 5. Comme la Belgique, la Bretagne brille dans cet art ; Filet d'eau ; À lui – 6. Elles sont souvent bretonnes dans les festoù-noz ; En Sein – 7. Désinence verbale ; Moyens d'ouvrir – 8. Qualité d'un bon muscadet ; Symbole chimique – 9. République celte ; Une des plus savoureuses des huîtres bretonnes – 10. C'est là que naquit le Breton qui construisit le métro de Paris ; S'occupe des échanges internationaux – 11. Elle fait son cinéma sur les planches.

VERTICALEMENT : 1. Ville du tonnerre ; Célèbre amante bretonne – 2. Parfois nommée Érin ; La Bretagne – 3. Petite pièce qui sert de débarras ; Toile bretonne qui enrichit le Léon au XVII[e] siècle – 4. Eaux du poète ; Roi d'Israël – 5. Entre deux portes ; Étendue pierreuse – 6. Coutures au bloc ; Un des rois de la table bretonne – 7. Poisson de couleur pourpre ; A servi – 8. Valérianacée celtique ; Autre nom de saint Malo – 9. Sortie de sa cosse ; Elle s'occupe de notre santé – 10. Les pêcheurs bretons s'en servaient beaucoup à Terre-Neuve ; Facilité.

Ronan Pagan

SOLUTION DU N° 189

Horizontalement : 1. PROBATION – 2. RE ; ON ; GRAS – 3. TER (Trains express régionaux) ; EL ; TU – 4. PI ; DÉBOUTÉ – 5. ONDE ; RO ; IU – 6. NIELLE ; VER – 7. DÉBAUCHER – 8. ENRICHIR – 9. IS ; ACTÉE – 10. EUDES ; OUT – 11. ÉTÉS ; CAUSE.

Verticalement : 1. PR (Parti républicain) ; PONDÉRÉE – 2. RÉTINIEN ; UT – 3. DÉBRIDÉ – 4. BORDELAISES – 5. AN ; LUC – 6. ÉBRÉCHA – 7. IGLOO ; HIC – 8. OR ; VERTOU – 9. NATTIER ; EUS – 10. SUEURS ; FÊTE.

Stages de breton

Stumdi

offre un stage d'un mois (en septembre à Landerneau /Ploemeur) des formations courtes :

du 12 au 16 juin à Ploemeur (56),
du 3 au 7 juillet (breton /gallois) à Landerneau (29)

du 17 au 21 juillet (vannetais) à Pont-Scorff (56)

Tél. 02 98 21 39 94

Bzh.stumdi@wanadoo.fr

O

Université Rennes 2 Haute Bretagne

Stage intensif de breton

« Daoulamm » de breton, organisé par le Centre de langues de l'université du 3 au vendredi 7 juillet

Le participant au stage reçoit 7 heures d'enseignement par jour. Tous les niveaux sont admis, depuis le débutant jusqu'au niveau le plus avancé. La méthode utilisée est la méthode directe, chaque groupe change toutes les heures d'enseignant et de type d'enseignement (pratique orale, grammaire, phonétique).

Tél. 02 99 14 16 07

cdl@uhb.fr

O

Skol An Emsav
STUMMADUR BREZHONEG
Centre d'enseignement en langue bretonne pour adultes

organise du 12 au 16 juin une semaine de formation en breton

Deux niveaux : 3-4 avec 35 h de cours
Groupes de 15 adultes maximum
Deux professeurs par groupe.

Tél. 02 99 38 75 83

Sae.bzh@wanadoo.fr

O

Kamp etrekeltiek ar vrezhonegerien

9 – 15 juillet & 16 – 22 juillet

59e école d'été en langue bretonne en 2006 à Skaer

Kamp etrekeltiek ar vrezhonegerien (KEAV) est une école d'été en breton créée en 1947. Depuis 1977, elle se tient régulièrement à Skaer, près de Rosporden. Cette année KEAV se déroulera sur trois semaines. Elle accueille tous ceux qui veulent étudier et pratiquer la langue bretonne, pendant une semaine ou davantage. Cette formule garantit aux étudiants de breton un rapide progrès dans la pratique de la langue.

Un niveau minimum est nécessaire : l'équivalent de deux bonnes années d'études assidues.

Tél. 02 98 95 59 31

keav@wanadoo.fr

Festoù-noz

Le 3 juin
BANNALEC (29)
Fest-noz à Tremeur
avec Kantrerien, etc.

•

Le 17 juin
CONCARNEAU (29)
à la ferme du Moros
Fest-noz organisé par le bagad Konk-Kerne

O

QUIMPER (29)
au Chapeau rouge
Fest-noz avec Karma, etc.
organisé par Radio Kerne

O

ROSPORDEN (29)
à Kernevel
Fest-noz avec Skolvan, etc.

•

Le 18 juin
ROSPORDEN (29)
à Kernevel
Fest-noz avec Penn Gollo, etc.

•

Le 25 juin
PLOGONNEC (29)
Fest-noz

Vente au numéro

Le Peuple breton peut vous fournir d'anciens numéros (tout en couleur).

Sont disponibles :

N° 500 Spécial environnement
N° 501 L'avenir sans pétrole ?
N° 502 Spécial trains
N° 503 Spécial culture bretonne
N° 504 La mer en Bretagne
N° 505 Chantiers de Saint-Nazaire
N° 506 Budget de la région
N° 507 Spécial agriculture
N° 508 La révolte des jeunes

Chaque numéro contre 3,50 € franco de port.

À adresser en chèque au Peuple breton, 9 rue Pinot-Duclos 22000 Saint-Brieuc



Conférences

L'association Eskemm et le comité Solidarité-Irlande
organisent
le 24 juin à 18 heures
au Centre social
de Penn ar Creac'h à Brest
une conférence de Roger Faligot sur
l'évolution du processus de paix en Irlande du Nord,
à l'occasion de la publication de son livre *Les Seigneurs de la paix.*

O

RESSOURCES
CONSULTANTS FINANCES

Pour ses 15 ans,
Ressources consultants finances,
dirigée par Yann Le Meur,
organise une conférence - anniversaire
le 29 juin de 15 à 19 heures
aux Champs libres à Rennes.
Conférence grand public ouverte à tous sur le thème de
l'économie financière des territoires.
Tél. : 02 99 78 09 78.

Expositions



À l'Écomusée du pays de Rennes

11 juin
Journée du bois
Découvrir les différents bois
Démonstration de scierie à l'ancienne

Le 2 juillet
Jouets buissoniers du bocage
Réalisation de jouets
Jean-Yves Bardoul fera "chanter" les matériaux verts

Vos questions
Nos réponses

« Posez une question au journal : nous essaierons de vous répondre. Mais… ne soyez pas impatient, le nombre et la complexité des problèmes soulevés nous contraignent parfois à différer notre réponse. »

La rédaction du *Peuple breton*

Question 46

Trois interrogations à propos de l'artichaut, cet emblème de notre pays : il ne s'agirait pas d'un légume ? Depuis quand est-il connu en Bretagne ? Y a-t-il une longueur limite à sa queue (non comestible) lors de sa vente ?

Réponse

Trois réponses à vos trois questions. Effectivement, l'artichaut n'est pas, à proprement parler un légume, mais plutôt un légume-fleur. Il s'agit en effet d'une inflorescence alimentaire de la famille des astéracées.

Depuis quand est-il connu chez nous ? Cette plante a une origine méditerranéenne, même si, en Bretagne, elle pousse à contre-saison par rapport à son cycle d'origine. Elle est arrivée en Bretagne au milieu du XVI[e] siècle. Un clerc nantais Claude de La Landelle recopie alors dans ses comptes une recette « pour avoir de beaux artichaux ». Dans la région léonarde où il devait faire florès, il est attesté dès 1661. Sa venue à Saint-Pol-de-Léon est le fait de l'évêque, ce qui n'a rien d'étonnant quand on connaît le rôle important joué par l'Église dans l'introduction de nouveautés dans l'économie rurale.

Enfin, en principe, l'artichaut est commercialisé avec son pédoncule floral long de 10 cm au plus.

Jeu du mois de juin



Passez votre permis bateau grâce au jeu du PB !

Nous vous proposons ce mois-ci des lots exceptionnels : 10 **CD interactifs simulateurs de navigation côtière sur sites réels** !

Entraînez-vous pour réussir votre examen : 50 exercices 3D. Barrez votre bateau dans un paysage reconstitué en 3D de jour comme de nuit. La Trinité, Le Crouesty, Larmor-Baden, l'île aux Moines, Vannes, Port-Navalo… dix ports et plus de 50 kilomètres de côtes bretonnes sont modélisés. Le paysage et le balisage ont été reconstitués au plus près de la réalité ! Vous choisissez l'heure, les conditions de visibilité, la hauteur de la marée, la houle… Tous les feux sont représentés avec leurs secteurs, leurs fréquences et leurs couleurs. Tous les instruments de navigation du tableau de bord sont disponibles (cap, vitesse, distance, position).

La barre de navigation vous permet de piloter votre embarcation. Vous réalisez vous-même les manœuvres. Le logiciel vous signale vos succès ou vos erreurs. Enfin le QCM de 200 questions vous permet de vous entraîner à passer l'examen…

*Comme d'habitude, pour participer gratuitement au tirage au sort des ces 10 lots, il suffit de nous adresser sur papier libre vos nom, **prénom** (obligatoire) et adresse. La date limite de réception de vos participations (une seule par personne) est fixée au 24 juin. Un seule adresse à utiliser : **Le Peuple breton, BP 1, 29850 Gouesnou**.*

Résultats du jeu du PB de mai

Voici la liste des dix gagnants du jeu du mois dernier qui se partageront les dix CD de musique celtique mis en jeu.

Ce sont : Herve, de Lannion (22) ; Bleuenn, de Saint-Brieuc (22) ; Dewi, de Quimper (29) ; Glenn, de Poullan (29) ; Sabine, de Rennes (35) ; André, de Saint-Malo (35) ; Xavier, de Missillac (44) ; Youenn, d'Héric (44) ; Yannick, de Pluneret (56) ; Anne-Marie, de Séné (56).

Nos félicitations à ces gagnants qui recevront leur lot par voie postale. Un certain délai est parfois nécessaire à cet acheminement : ne perdez pas trop vite patience ; vous recevrez bien le lot annoncé.

LE PEUPLE BRETON / POBL VREIZH
Mensuel (42[e] année)
Rédaction : BP 1 – 29850 GOUESNOU
Tél. 02.98.64.53.77
Fax 02.98.37.91.74

Directeur de la publication :
Robert Pédron
Rédacteur en chef :
Ronan Leprohon
Rédacteur-adjoint :
Jean-Jacques Monnier
Secrétaire de rédaction :
Jean-Claude Le Gouaille
Responsable calendrier :
Christian Pierre
Responsables de rubriques :
Herve ar Gall, Paol ar Meur, Alain Cedelle, Philippe Cousin, Yann Fiévet, Iffig, Yves Jardin, Alain Kervern, Herve Lannuzel, Pierre Morvan, Nono, Ronan Pagan.
Correspondants :
Dans les Balkans : Jean-Arnault Dérens
En Catalogne : Philippe Liria
En Corse : Fabiana Giovannini
En Occitanie : Gérard Tautil
Critiques de disques :
Bretagne : Pierre Morvan
Celtie : Philippe Cousin
Pays Basque : Alain Hervochon
Critiques de livres :
Jean-Jacques Monnier,
19 Penn ar Pave – 22300 Lannion
Livres en breton :
Herve Lannuzel
27 boulevard Laënnec – 35000 Rennes
Responsable publicité :
Ronan Leprohon, au journal
Editeur :
Presses populaires de Bretagne
CPAP : 0707 G 86914
Impression et routage :
Cloître imprimeurs à 29800 Saint-Thonan

IMPRIMÉ SUR PAPIER RECYCLÉ

IMPRIM'VERT

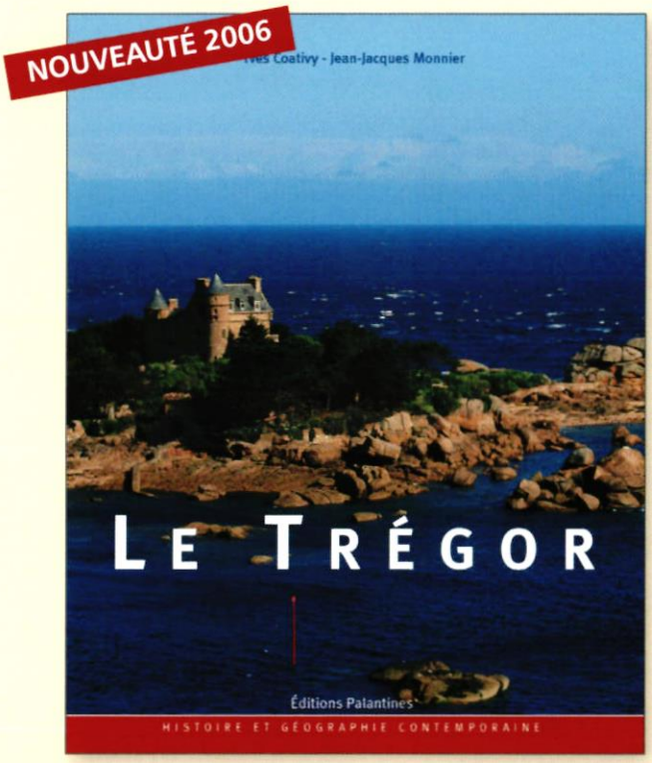
Abonnements, administration :
9 rue Pinot-Duclos
22000 SAINT-BRIEUC
Dépôt légal : N° 2354

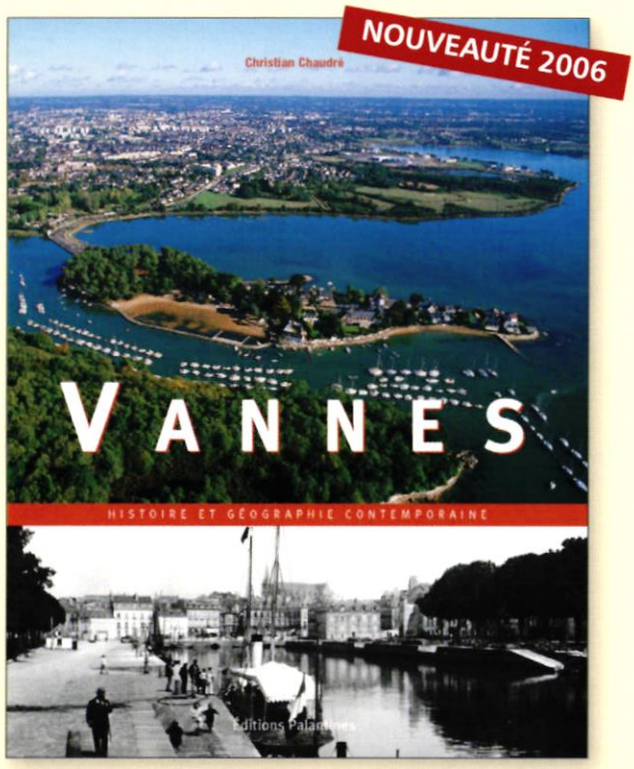
PEUPLE BRETON ADMINISTRATION

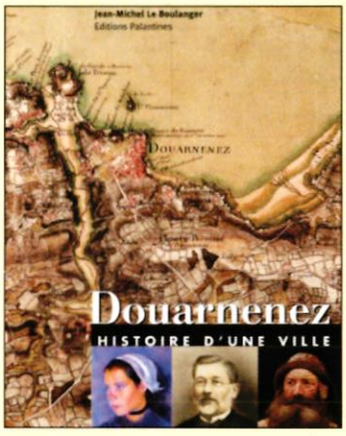
À notre local de Saint-Brieuc, Nadine assure le secrétariat du **Peuple breton** les lundi, mardi, jeudi et vendredi, de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 30.

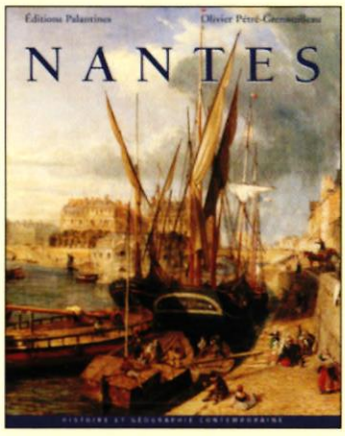
Si vous avez besoin de précisions concernant les abonnements ou la vente en kiosque, envie de renseignements divers, n'hésitez pas à appeler au **02.96.61.54.11.**

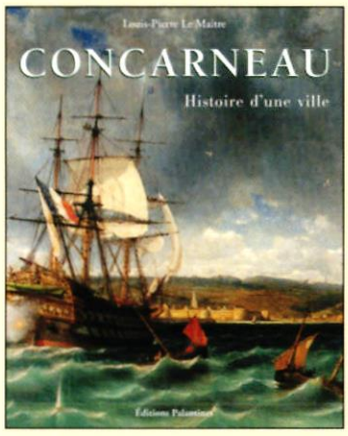
DES LIVRES DE RÉFÉRENCE SUR L'HISTOIRE DES VILLES ET DES PAYS DE BRETAGNE

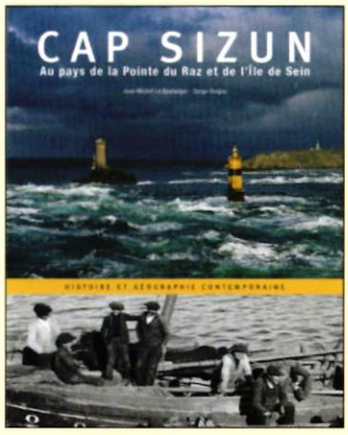


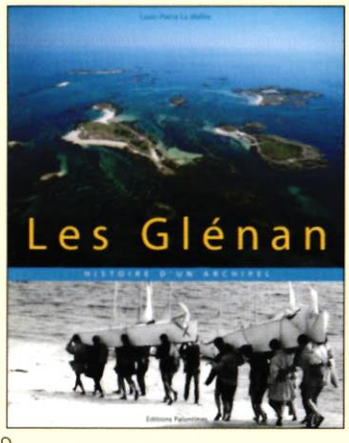


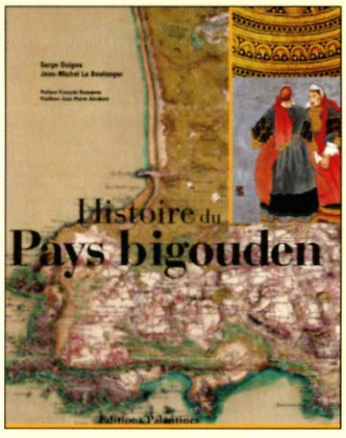


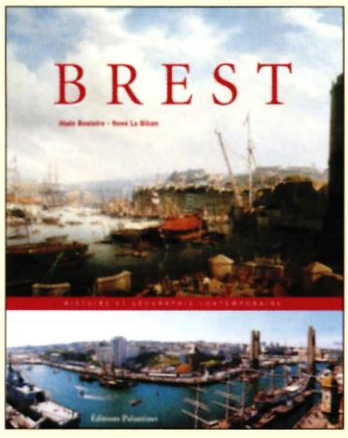


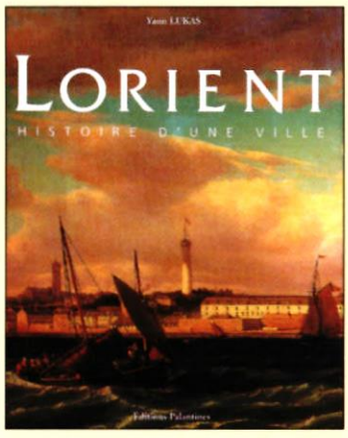












Recevez gratuitement le catalogue des Éditions Palantines

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

E-mail : .....

P.B. 06/06

Éditions Palantines

49 Hent Penc'hoad Bras - 29 700 Plomelin - Tel : 02 98 52 91 97 - Fax : 02 98 94 90 35

E-mail : infos@editionspalantines.com - **www.editionspalantines.com**

EUROPE 2 TV · Le Télégramme · PHOSPHORE · Aujourd'hui · BRETONS · ouest france · bleu · inter

29 0719 - 29 0720 - 29 0721 | des ronds dans l'eau | illustrations : G. Gallais



FESTIVAL DES VIEILLES CHARRUES

CARHAIX 20/21/22/23 JUILLET 2006

JOHNNY HALLYDAY - MADNESS - PLACEBO
PIXIES - RAPHAËL - TRACY CHAPMAN - CALI
DIAM'S - JULIEN CLERC - YANN TIERSEN - dEUS
DIONYSOS - TÊTES RAIDES - CALICO - MARLU ...

GOUEL AN ERER KOZH **KARAEZ**

www.vieillescharrues.asso.fr

N° Indigo 0 820 890 066
0,099 € la minute

Carhaix Plouguer Karaez-Plougêr · Conseil Général FINISTÈRE Penn-ar-Bed · sacem · QUEGUINER MATÉRIAUX · Coca-Cola · CRÉDIT AGRICOLE · VEOLIA ENVIRONNEMENT · FAXE · Groupama